

ACTES DU COLLOQUE



Colloque ODEADOM 2024

Salon International de l'Agriculture

**AGROTRANSFORMATION DANS LES DOM
ENJEU DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

PORTE DE VERSAILLES, PARIS LE 27 FEVRIER 2024



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**SALON
INTERNATIONAL
DE L'AGRI
CULTURE**



AGROTRANSFORMATION DANS LES DOM
ENJEU DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

PORTE DE VERSAILLES PARIS 27 FEVRIER 2024



▶ SOMMAIRE

Remerciements du président de l'ODEADOM	p.2
Objectifs et programme	p.4
Présentation de l'étude ODEADOM « Les industries agroalimentaires dans les DROM»	p.6
Ouverture du colloque par Olivier Jacob	p.14
Table ronde 1 : Quelles solutions pour renforcer la régularité des apports de matières premières agricoles locales de qualité et en quantité pour répondre aux besoins des entreprises de l'agroalimentaire ?	p.15
Table ronde 2 : Formations, innovations, mutualisation des outils de transformation et de la main d'œuvre, quels leviers pour accélérer le développement de l'agrotransformation ?	p.27
Table ronde 3 : Développement de marques locales, GMS, collectivités territoriales, magasins de producteurs, quels rôles et leviers dans le développement de l'agrotransformation ?	p.34
Conclusion par François Blanc, délégué ministériel aux entreprises agroalimentaires	p.40
Synthèse des propositions issues du colloque	p.42



Mots du président



Joël Sorres
Président du conseil d'administration de l'ODEADOM

Remerciements

Merci à toutes et tous de votre participation et de votre présence à ce colloque qui est de grande utilité car l'ensemble de nos territoires sont confrontés à comment faire pour transformer nos produits, comment faire pour les valoriser et comment faire de sorte tous les acteurs de l'amont à l'aval y trouvent leur compte. L'agrotransformation est en effet un enjeu de souveraineté alimentaire. Je suis sûr qu'avec la qualité des intervenants que nous avons autour des trois tables rondes, nous aurons plusieurs idées à reprendre et à travailler.

Monsieur le directeur de l'ODEADOM et vos équipes, vous serez bien entendu très mobilisés sur ces sujets. Je tenais à remercier aussi vous toutes et tous ici présents, puisque à chaque fois que nous faisons un colloque, nous avons la chance d'avoir un public nombreux de connaisseurs mais aussi de curieux et de personnes qui souhaitent apporter leur pierre à l'édifice pour faire en sorte que nous repartions dans nos territoires avec quelques idées à mettre en œuvre.

Merci aux équipes aussi de la DGOM qui travaillent en permanence avec nous, aux équipes du ministère de l'agriculture et de l'alimentation et de la souveraineté alimentaire et merci à l'équipe de l'ODEADOM qui consacre beaucoup de temps à mettre en œuvre les différentes stratégies.

Je vous souhaite un excellent colloque.



Objectifs et programme

Dans le cadre du Salon international de l'agriculture, l'ODEADOM organise chaque année un colloque sur un thème prioritaire en matière de souveraineté alimentaire des territoires d'Outre-mer. En 2024, ce colloque s'est concentré sur la question de l'agro-transformation, maillon clef du développement des filières et enjeu majeur pour une souveraineté alimentaire accrue. Les actes reprennent de manière synthétique les échanges lors de cette rencontre du 27 février, en mettant en lumière notamment les facteurs clefs de développement de la transformation des produits agricoles, les leviers et les solutions avancées pour leur essor.

Le développement de l'agrotransformation revêt différents enjeux fondamentaux pour les DROM :

- des enjeux de souveraineté et d'autonomie alimentaire, des enjeux de valorisation des ressources locales et d'innovation
- de création d'emplois, de développement économique et bien sûr de santé publique et de durabilité.

Le contexte local (taille du marché, spécificités des productions agricoles, profils des entreprises, ...) influe sur l'expression de ces enjeux et limitent le développement d'entreprises agroalimentaires malgré des potentiels de croissance existants.

Une étude commandée par l'ODEADOM, sur les perspectives économiques et les difficultés rencontrées par les entreprises agro-alimentaires des DROM dans le cadre de la transformation agricole ultramarine et de l'objectif de souveraineté alimentaire, a permis d'identifier :

- Les potentiels de développement des entreprises ;
 - Les spécificités liées à chaque secteur d'activité et les conséquences du contexte ultramarin ;
- Les freins et les leviers au développement.

Le colloque a vocation, à partir des principaux résultats de cette étude, de débattre, entre acteurs.rices de terrains, des leviers clés et d'amorcer un plan d'actions notamment sur :

La question du renforcement de la régularité des approvisionnements en matières premières

agricoles de qualité et en quantité pour répondre aux besoins des entreprises de transformation

Le développement de la mutualisation entre acteurs de l'agro-transformation pour faciliter les approvisionnements en matières premières locales et en consommable, pour optimiser les outils de transformation et leur maintenance, pour former et/ou partager de la main d'œuvre, etc.

Le renforcement des projets d'économie circulaire et de décarbonation.

La valorisation des produits locaux, sains et durables auprès des consommateurs.rices via la distribution.

À cette fin, 3 tables rondes ont été organisées :

Table ronde 1 : Quelles solutions pour renforcer la régularité des apports de matières premières agricoles locales de qualité et en quantité pour répondre aux besoins des entreprises de l'agro-alimentaire ?

Table ronde 2 : Formations, innovations, mutualisation des outils de transformation et de la main d'œuvre, quelles solutions pour accélérer le développement de l'agro-transformation ?

Table ronde 3 : Développement de marques locales, GMS, collectivités territoriales, magasins de producteurs.trices, quels rôles et leviers dans le développement de l'agro-transformation ?

Programme résumé 27 février 2024

Mardi 27 février 2024

14h00 – Ouverture :

Mot de bienvenue

M. Joël SORRES - Président du conseil d'administration de l'ODEADOM

14h05 – Présentation du thème du colloque et du déroulé

Emmanuelle BRISSE - Animatrice

14h10 – Introduction politique : agro-transformation, un enjeu dans la souveraineté alimentaire

M. Olivier JACOB - Directeur général des outre-mer

14h25 – Présentation des points clés de l'étude CERESCO

M. Bertrand OUDIN - PDG de CERESCO

14h35 – Table ronde n°1 :

Quelles solutions pour renforcer la régularité des apports de matières premières agricoles locales de qualité et en quantité pour répondre aux besoins des entreprises de l'agroalimentaire ?

15h15 – Questions réponses avec la salle

15h20 – Tables ronde n°2 :

Formations, innovations, mutualisation des outils de transformation et de la main d'oeuvre, quelles solutions pour accélérer le développement de l'agro-transformation ?

16h05 – Questions réponses avec la salle

16h15 – Table ronde n°3 :

Développement de marques locales, GMS, collectivités territoriales, magasin de producteurs, quels rôles et leviers dans le développement de l'agro-transformation ?

17h00 – Questions réponses avec la salle

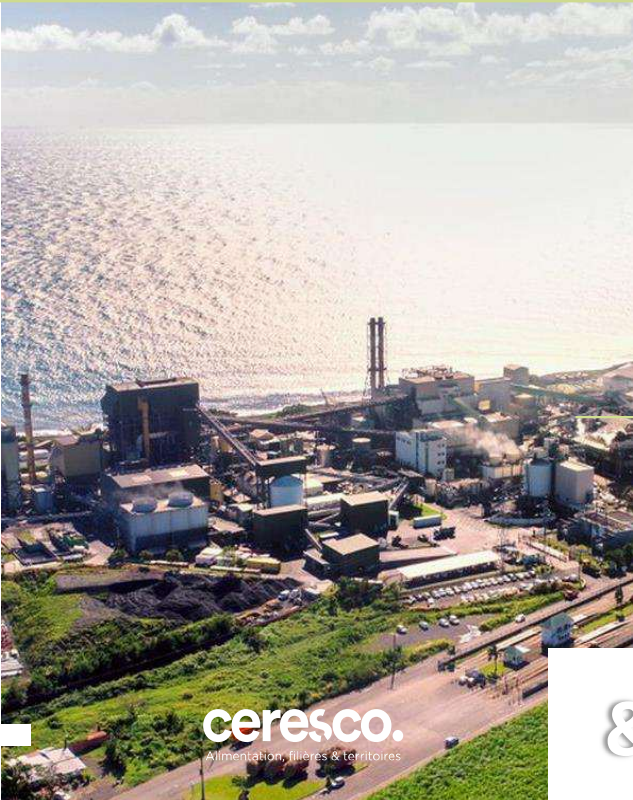
17h10 - Clôture :

Synthèse et conclusion du colloque

M. François BLANC - Délégué ministériel aux entreprises agroalimentaires.

Présentation des points clés de l'étude commanditée par l'ODEADOM : « Les industries agroalimentaires des départements et régions d'outre-mer : perspectives économiques et difficultés rencontrées dans le cadre de la transformation agricole ultramarine et de l'objectif de souveraineté alimentaire »
par Bernard Oudin, président de Ceresco

Retrouver la synthèse et l'étude sur le site de l'ODEADOM : <https://www.odeadom.fr/wp-content/uploads/2024/02/Synthese-SIA-2024.pdf>



LES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES DES
DEPARTEMENTS ET REGIONS D'OUTRE-MER :
PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET DIFFICULTES
RENCONTREES DANS LE CADRE DE LA
TRANSFORMATION AGRICOLE ULTRAMARINE ET
DE L'OBJECTIF DE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Présentation au salon de l'agriculture 2024

27/02/2024

Contacts :

Bertrand OUDIN – bertrand.oudin@ceresco.fr – 06 60 88 73 28



Aurélien Hoffmann

Une étude réalisée en 2022 en trois phases

1

ÉTAT DES LIEUX GÉNÉRAL

Étude bibliographique

Analyse statistique du secteur agroalimentaire dans chaque DROM

Entretiens auprès d'organismes institutionnels

Services de l'état, collectivités territoriales, interprofessions, associations d'industriels...

→ Environ 70 entretiens réalisés au cours de ces deux phases

2

ENQUÊTE AUPRÈS D'ENTREPRISES DE LA TRANSFORMATION

Entretiens auprès d'une dizaine d'entreprises dans chaque DROM, de toute taille et tous secteurs (viande, fruits et légumes, produits laitiers, boisson... - sauf rhum et sucre)

3

FREINS, LEVIERS, PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Identification des principaux freins rencontrés par les entreprises
Identification de leviers d'action
→ Webinaire et ateliers de travail

Webinaire 5/12/22 avec 3 ateliers

- Les différentes formes de mutualisation entre entreprises : intérêts et limites
- Quels emballages alimentaires durables pour les DROM ?
- Comment résoudre les besoins en compétences ?

01

PORTAIT SYNTHÉTIQUE DES IAA DANS LES DROM ET CHIFFRES CLÉS

Les IAA dans les DROM : Chiffres clés

GUADELOUPE

264 M €



64 M€ - 700 salariés



96 M€ - 270 salariés



74 M€ - 298 salariés

1 520
salariés

+27%

GUYANE

57 M €



11 M€ - 62 salariés



>10 M€ - 72 salariés



6 M€ - 28 salariés

250
salariés

+25%

PLUS DE
2,1 MILLIARDS
D'EUROS DE CA
ET
8 500 SALARIÉS

→ 1% du chiffre d'affaires
national

→ 1,7% des effectifs

→ 10 à 50% des emplois
industriels des DROM

MARTINIQUE

441 M €



251 M€ - 591 salariés



55 M€ - 267 salariés



30 M€ - 270 salariés

1 664
salariés

+3%

LA RÉUNION

1 263
M €



290 M€ - 848 salariés



279 M€ - 694 salariés



188 M€ - 1 124 salariés

4 072
salariés

+12%

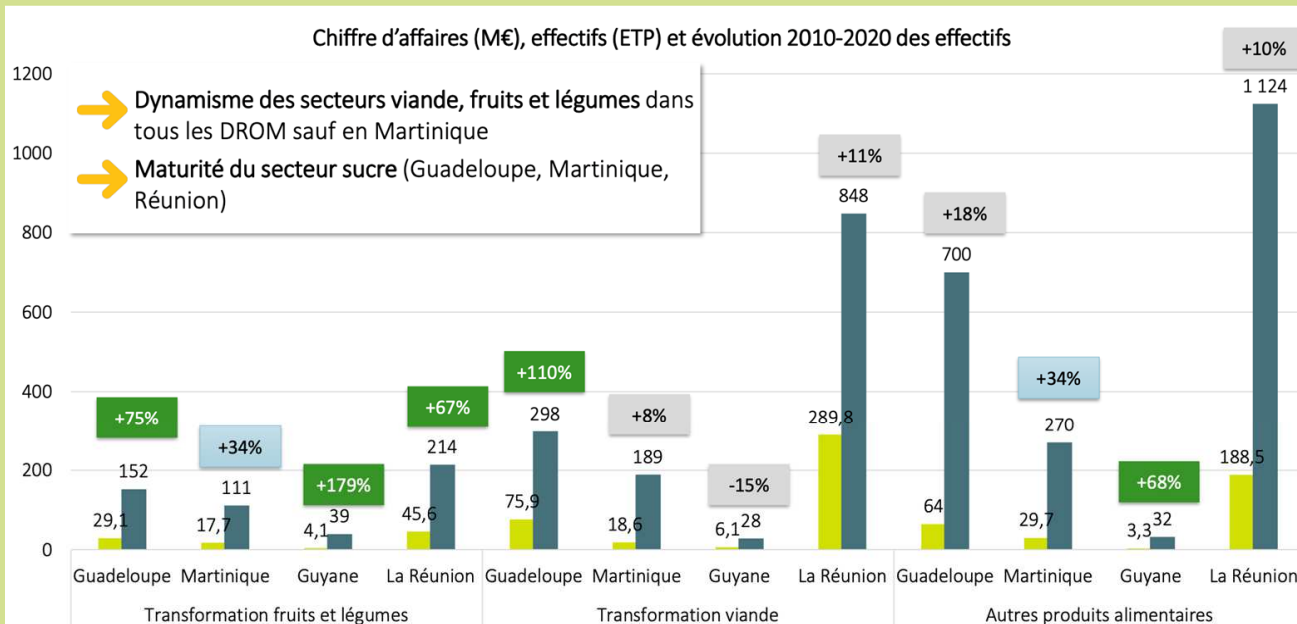
ceresco.
Alimentation, filières & territoires

URSSAF, 2020 – ESANE, 2019, progression des emplois sur les 10 dernières années

02

DYNAMIQUES EN COURS : QUELLES SPÉCIFICITÉS DES DROM ?

Dynamique des secteurs potentiellement liés à la production agricole



DYNAMIQUE SECTORIELLE GUADELOUPE

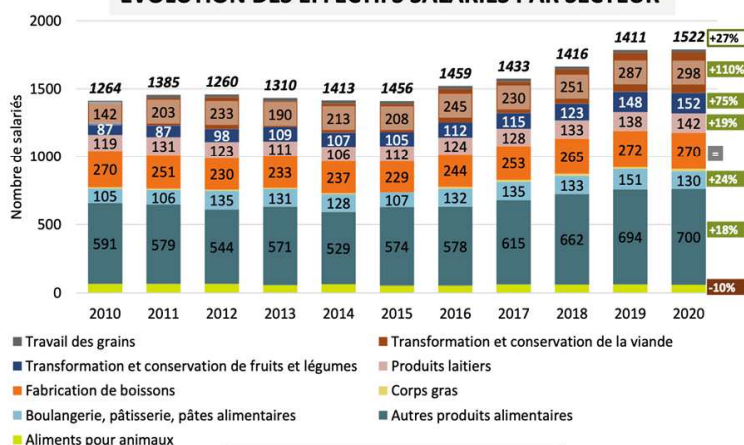
SITUATION ACTUELLE

- ➔ Nombre très important de petits établissements de transformation
- ➔ Tissu de producteurs dense
- ➔ Bonne structuration de la filière animale mais concurrence des produits importés
- ➔ Vitalité des emplois depuis 2015, quasi doublement des effectifs en viande et en fruits et légumes
- ➔ Une population vieillissante

ATOUTS

- + Des dispositifs d'aide plus facilement accessibles (Plan de relance)
- + Des interprofessions structurées
- + Des capacités de transformation existantes mais largement sous-utilisées

EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR



Part du CA des IAA dans l'industrie manufacturière	38%
Part du CA des IAA dans l'ensemble du secteur marchand	3,4%

DYNAMIQUE SECTORIELLE MARTINIQUE

SITUATION ACTUELLE

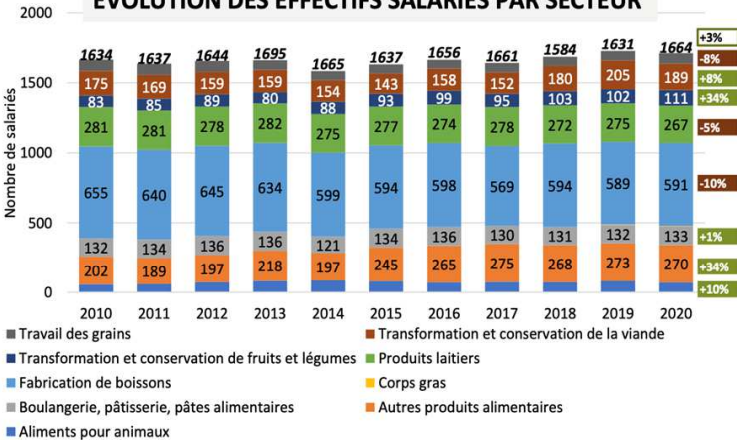
- Un secteur canne/rhum performant
- Des IAA matures dans les secteurs
- Une plus faible dynamique d'emploi comparée aux autres DROM
- Un tissu d'IAA alternatives qui a du mal à émerger
- Une population vieillissante

ATOUTS

- + Forte demande des consommateurs pour une offre locale
- + Le soutien de la grande distribution au développement de l'agroalimentaire local
- + Des entreprises « locomotives » présentes
- + Le soutien actif du PARM

ceresco.
Alimentation, filières & territoires

EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR



Part du CA des IAA dans l'industrie manufacturière	24%
Part du CA des IAA dans l'ensemble du secteur marchand	3,8%

URSSAF, 2020

DYNAMIQUE SECTORIELLE GUYANE

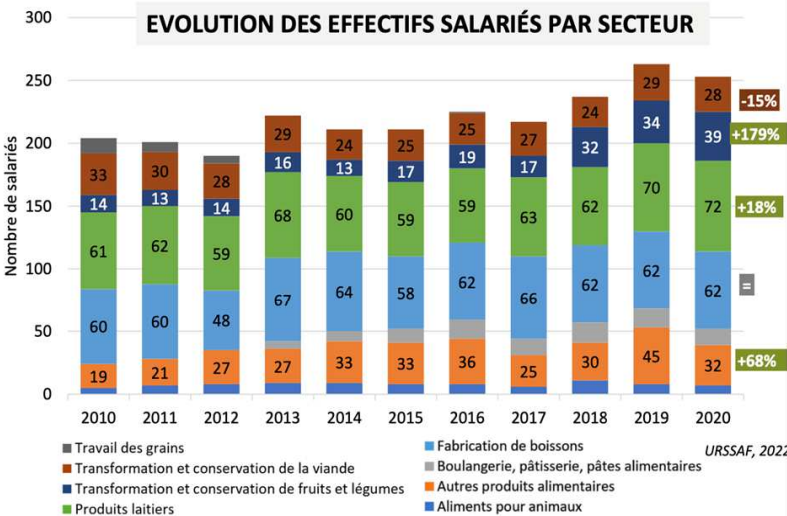
SITUATION ACTUELLE

- Faible développement du tissu agroalimentaire 250 emplois contre 1 600 en Martinique par exemple
- Structuration plus importante de la filière viande Environ 80 à 90% du POSEI et du FEADER
- Place importante de l'économie informelle
- Malgré tout, un secteur en croissance

ATOUTS

- + Croissance démographique : main d'œuvre potentiellement disponible
- + Une capacité de croissance de la production agricole importante
- + Un tissu de distribution qui peut encore se développer et tirer la production locale vers le haut
- + Pays limitrophes : opportunités de développement dans l'écosystème régional

EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR



Part du CA des IAA dans l'industrie manufacturière	12%
Part du CA des IAA dans l'ensemble du secteur marchand	

URSSAF, 2022

DYNAMIQUE SECTORIELLE REUNION

SITUATION ACTUELLE

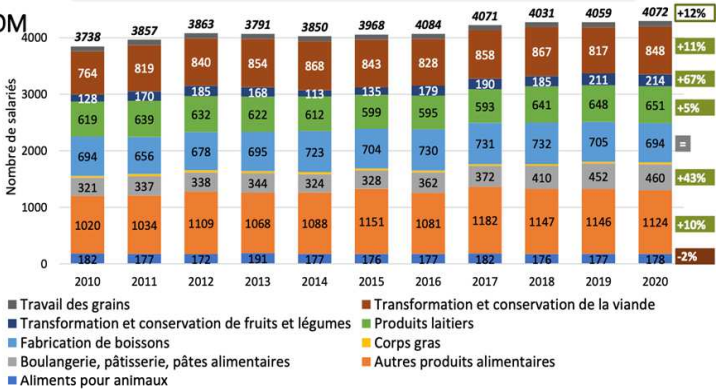
- ➔ Un secteur très développé, par rapport aux autres DROM
- ➔ 1^{er} secteur industriel de l'île
- ➔ Deux groupes de dimension internationale : Tereos Océan Indien, Urcoopa
- ➔ Un chiffre d'affaires de plus d'1,2 milliards d'euros

ATOUTS

- + Taille du marché plus importante que dans les autres DROM
- + Force du tissu coopératif : lien production, industriels, distributeurs et veille sur les importations
- + Des marques locales avec une forte identité, plébiscitées par les consommateurs
- + Liens économiques avec Madagascar et Mayotte

ceresco.
Alimentation, filières & territoires

EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PAR SECTEUR



Part du CA des IAA dans l'industrie manufacturière	47%
Part du CA des IAA dans l'ensemble du secteur marchand	5%

MAYOTTE

DYNAMIQUE SECTORIELLE MAYOTTE

SITUATION ACTUELLE

- ➔ Les plus gros secteurs travaillent sur de la matière première importée
- ➔ Environ 345 emplois salariés, 45 M€ de chiffre d'affaires en 2018
- ➔ Développement d'outils qui travaillent sur de la matière première locale
- ➔ Environ 42 salariés et plus de 4 M€ de chiffre d'affaires pour ces outils

ceresco.
Alimentation, filières & territoires

ATOUTS

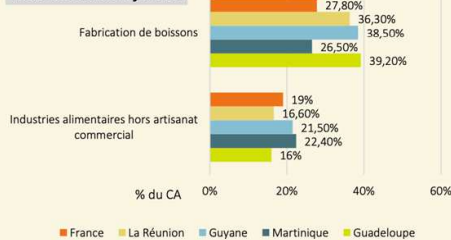
- + Une agriculture vivrière qui assure la sécurité alimentaire des ménages (3/4 des besoins à bas revenu)
- + Une main d'œuvre disponible
- + Un potentiel fort d'intensification du rendement agricole

03

PERFORMANCES ECONOMIQUES ET POIDS DES AIDES

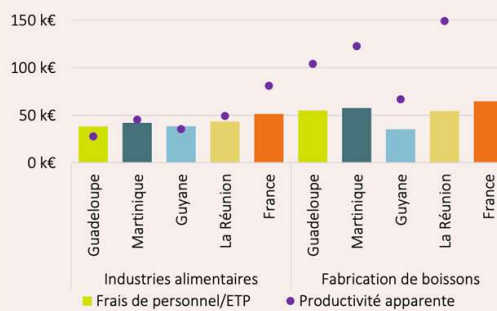
PERFORMANCES ECONOMIQUES

Taux de valeur ajoutée



- Des taux de valeur ajoutée contrastés entre les DROM
- Pour les boissons, des taux de VA plus élevés dans les DROM, sauf en Martinique

Frais de personnel par ETP comparée à la productivité apparente (€/ETP)



i Productivité apparente = VA/ETP

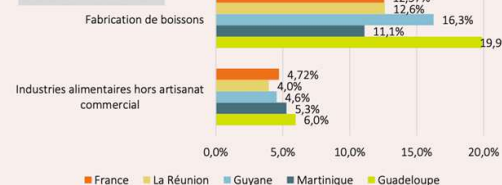
Dans les industries alimentaires, des frais de personnel élevés par rapport à la richesse produite

Contraintes locales fortes : moindre automatisation des process, petites entreprises, forte internalisation

i EBE = VA – Frais de personnel + Subventions d'exploitation – Impôts sur la production

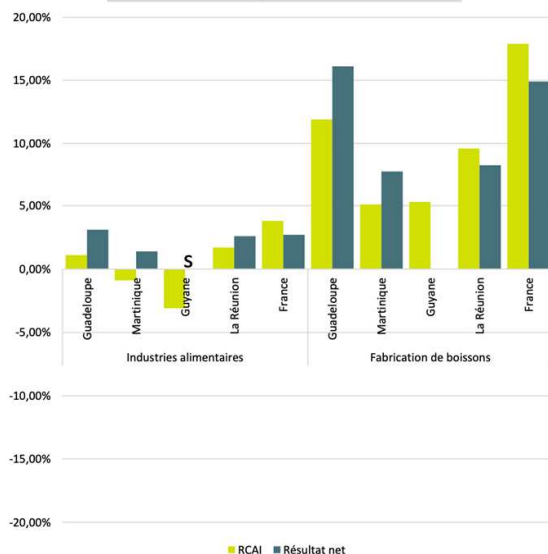
L'EBE est maintenu positif grâce aux subventions d'exploitation

EBE en % du CA



PERFORMANCES ECONOMIQUES

RCAI et résultat net, tous secteurs confondus



Rentabilité plus faible dans les DROM que dans l'Hexagone

Meilleures performances du secteur des boissons

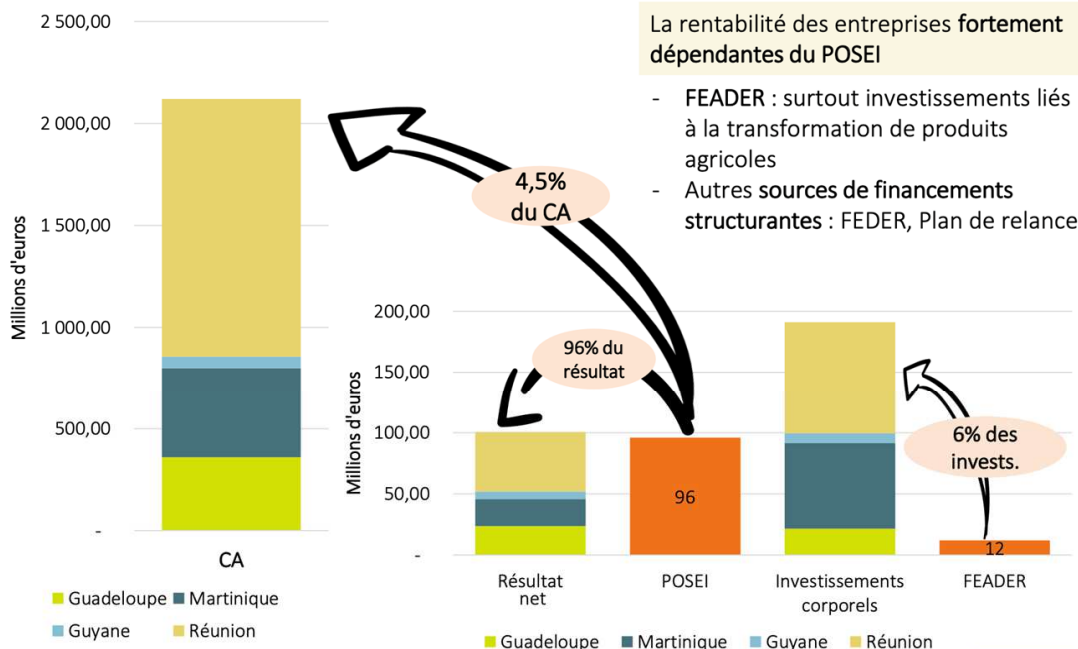
Le résultat net souvent supérieur au RCAI, grâce aux subventions aux investissements comptabilisées en produits exceptionnels

POIDS DES AIDES

DONNÉES AGGLOMÉRÉES IAA ET BOISSONS DE 4 DROM

Sources
Données économiques
(CA, Résultat,
investissements) :
ESANE, 2019
Données subventions :
ODEADOM

ceresco.
Alimentation, filières & territoires



04

FREINS ET LEVIERS AU DÉVELOPPEMENT DES IAA

Synthèse des freins et leviers mis en évidence



APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES ET CONSUMMABLES

- chaînes d'approvisionnement longues, nécessité de stocks de sécurité

Spécificité DROM : ● ● ● ●

QUELS LEVIERS ?

Compétence
achat
Mutualisation

Sourcing
Réemploi



APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLLES

- production locale peu organisée et quasi-absence d'offre dédiée à l'industrie

Spécificité DROM : ● ● ● ●



Structuration
filière

Intégration
Investissements
de producteurs



MAIN D'ŒUVRE

- faiblesse de l'appareil de formation et du vivier de main d'œuvre
- problématique de productivité et du niveau de salaire
- Nécessité d'internaliser beaucoup de compétences
- difficulté pour les postes spécifiques : qualité, management

Spécificité DROM : ● ● ● ●



Groupements
d'employeur

Formations
spécifiques

Processus
automatisés

ceresco.
Alimentation, filières & territoires

Synthèse des freins et leviers mis en évidence

DESCRIPTION DES FREINS

QUELS LEVIERS ?



MAINTENANCE

- besoin de stocks de pièces
- éloignement des prestataires
- usure accélérée de la partie bâtiment et utilités dans un contexte tropical

Spécificité DROM : ● ● ● ●



Mutualisation

Groupements d'employeurs



ETROITESSE DU MARCHÉ

- peu de développement à l'export, coût transport élevé, concurrence de l'import ou de l'informel
- situation d'oligopole ou de monopole sur certains secteurs
- rôle fort des GMS pour commercialiser en quantité et donc pour aider à développer les IAA

Spécificité DROM : ● ● ● ●



Liaisons maritimes

Appui sur les GMS

Valorisation de produits locaux (fruits, légumes, PPAM)



ÉNERGIE

- Explosion des coûts

Spécificité DROM : ● ● ● ●



ENR

Sobriété

Réemploi

ceresco.
Alimentation, filières & territoires

Trois axes de recommandations

Constats :

- Convergence des freins au développement
- Un contexte macroéconomique qui pousse à optimiser les ressources

AXE 1 : Stimuler les mutualisations et coopérations entre entreprises au sein d'un même territoire

Résultat des groupes de travail

AXE 2 : Capitaliser sur les initiatives et retours d'expérience dans les territoires

- Elargir le champ d'action des centres de ressource (exemples : PARM, Qualitropic)
- Trouver des modalités de partage en inter-DROM

AXE 3 : Initier des coopérations, des mutualisations ou des initiatives à l'échelle régionale

- Des coopérations plus ou moins pertinentes (voir diapositives suivantes)

IMPORTANCE DU RÔLE DES INTERPROFESSIONS ET DES ASSOCIATIONS D'INDUSTRIELS

ceresco.
Alimentation, filières & territoires

ceresco.

Alimentation, filières & territoires

CERESCO | 18 rue Pasteur 69007 Lyon France
Tél : 04 78 69 84 69
contact@ceresco.fr | ceresco.fr

Mardi 27 février 2024 - Ouverture du Séminaire

Olivier JACOB - Directeur Général des Outre-mer - Ministère des Outre-mer

Monsieur le Président du conseil d'administration de l'ODEADOM,
Mesdames et Messieurs les présidents des comités sectoriels,
Monsieur le directeur de l'ODEADOM,
Chers amis des outre-mer,
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de prendre la parole en introduction de ce colloque organisé par l'Office de Développement de l'Economie Agricole des Outre-mer. Nous sommes réunis aujourd'hui parce que l'ODEADOM a réalisé une étude approfondie sur le secteur des industries agroalimentaires outre-mer et a souhaité organiser cette séquence d'échanges dans le cadre de ce colloque. Une telle démarche est loin d'être anodine.

Elle consacre notamment l'une des orientations du nouveau contrat d'objectifs et de performances de l'office sur lequel nous avons travaillé depuis de nombreux mois, et qui a été adopté vendredi dernier par le Conseil d'administration de l'Office et qui sera signé officiellement demain, notamment en présence de la ministre déléguée chargée des Outre-mer.

Le rapport final de cette étude a permis de faire un état des lieux précis du secteur de l'agrotransformation ultramarine. Des forces et des faiblesses ont été identifiées afin de proposer des leviers de croissance pour le secteur agroalimentaire ultramarin. La filière agricole, vous le savez, pèse lourd dans les économies ultramarines avec environ 1,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Et nous en sommes convaincus, nous à la direction générale des Outre-mer, ce secteur représente un potentiel immense de développement.

Le colloque de cet après-midi va permettre de mettre en lumière les résultats et les constats de cette étude qui a associé de nombreux acteurs, au premier rang desquels les professionnels évidemment de l'agriculture ultramarine.

Ces travaux s'inscrivent aussi dans le droit fil de la stratégie qui a été lancée par le Président de la République en octobre 2019, la nouvelle convention sur le fond de garantie agricole, le FOGAP nouvelle génération avec la nécessité de transformer les agricultures de nos outre-mer afin d'imprimer un virage vers davantage d'agroécologie, d'inciter à l'innovation pour répondre à l'objectif de la souveraineté alimentaire et agricole dans nos outre-mer à horizon 2030.

En matière de souveraineté alimentaire, les préfets dans les différents départements d'outre-mer ont mené des discussions avec l'ensemble des acteurs locaux, pour élaborer dans chacun des territoires, des plans de souveraineté alimentaire. Production par production d'ailleurs, ce sont des cibles qui ont été reprises dans notre politique prioritaire gouvernementale consacrée à l'agriculture. Évidemment, ce sont des objectifs qui intègrent également des préoccupations environnementales et des préoccupations de santé publique et qui amènent à la fois à considérer les notions d'offre et de demande en matière agricole et les circuits agricoles qui mettent en relation l'offre à la demande.

L'agrotransformation dans les départements et les régions d'outre-mer participe fortement, nous le pensons à la Direction Générale des Outre-mer à la souveraineté alimentaire. Nous soutenons également, comme je l'ai dit tout à l'heure, notamment dans le cadre de la signature de la nouvelle convention sur le FOGAP, les petites et les moyennes entreprises agricoles qui assurent la valorisation et la transformation des ressources locales. Nous sommes également au chevet des instituts de recherche qui accompagnent les productions agricoles, en matière de recherche et d'innovation. Nous sommes convaincus que l'agriculture peut être un vecteur de valeur ajoutée, d'innovation et de création d'emplois.

Pour conclure, je tenais à rappeler, en cette semaine du salon de l'agriculture qui est un moment évidemment très fort pour l'ensemble des acteurs de l'agriculture ultramarine, l'honneur qui est celui de la direction générale des Outre-mer d'être présent à vos côtés à l'occasion de cette semaine. Nous consacrons au sein de la direction générale des Outre-mer beaucoup d'efforts en faveur de l'agriculture ultramarine, nous sommes aux côtés et en soutien de l'ODEADOM et nous sommes heureux d'ailleurs d'être aux côtés de l'ODEADOM pour son 40ème anniversaire. C'est un office que nous soutenons fortement et que nous souhaitons d'ailleurs voir prendre de plus en plus d'ampleur et pouvoir diversifier également ces actions. Voilà, je vous remercie beaucoup du temps que vous avez bien voulu m'accorder, et je vous souhaite des échanges fructueux et riches au cours de cet après-midi.

Merci.



Table ronde

1

Quelles solutions pour renforcer la régularité des apports de matières premières agricoles locales de qualité et en quantité pour répondre aux besoins des entreprises de l'agroalimentaire ?

Liste des intervenantes et intervenants :

Guillaume Rubin - Directeur d'AVM : Abattoir Volaille Mayotte

Muriel Palandri - PDG de Datex – Antilles

Bernard Lebeau - Directeur SICA La Réunion

Daniel Moreau, PDG de Royal Bourbon industrie – La Réunion

Manuel Gérard - animateur de l'Iguaflhor Interprofession F&L Guadeloupe

Animatrice Emmanuelle Brisse

Table ronde en deux temps :

Temps 1 : Partage du contexte et des problématiques

Temps 2 : Les leviers et/ou solutions

Introduction par Emmanuelle Brisse

Mme Palandri. Vous dirigez la société Datex, une entreprise spécialisée dans la restauration collective, partenaire de la Coopérative Horticole de la Martinique.

En quelques mots, pouvez-vous nous présenter votre société et notamment votre politique d'approvisionnement en produits locaux ?

Est-ce que le fait d'avoir un partenariat avec la Coopérative Horticole de Martinique facilite vos approvisionnements en produits agricoles locaux ?

Éléments clés de l'intervention de Muriel Palandri, PDG de Datex – Antilles

La société Datex est partenaire de la coopérative CHM. C'est une coopérative de diversification végétale qui regroupe à peu près une cinquantaine d'adhérents et ensemble nous exploitons une plateforme commerciale du nom de MAIA pour Marché agricole d'intérêts antillais qui reçoit à peu près 10 tonnes par jour de fruits et de légumes locaux, soit produits par ses adhérents, soit par des apporteurs indépendants. MAIA commercialise ses fruits et légumes en GMS, en restauration collective et pour des entreprises, entre autres la DATEX, société de restauration collective où nous avons des cuisines centrales en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane. Dans le cadre de cette filière, nous avons créé une usine de transformation de fruits de légumes du nom de "Piment" qui traite à peu près 2 tonnes par jour de fruits et de légumes via la surgélation. De ce fait et compte tenu des volumes que nous traitons, nous ne nous heurtons pas véritablement à un problème d'approvisionnement.

Nous fonctionnons d'ailleurs en étroite collaboration avec les adhérents de la coopérative CHM et notre entreprise suit le rythme des saisons et des cycles de production. Les difficultés résident surtout dans les coûts de production qui ont subi évidemment l'inflation et dans le manque de main d'œuvre. Le paradoxe dans un département où nous avons 13 % de chômage, le double de l'Hexagone, c'est que les agriculteurs ont du mal à trouver une main d'œuvre pour travailler dans les champs.

Le problème, c'est aussi la main d'œuvre dans la hausse terrifiante du coût de l'électricité puisque toutes nos productions sont surgelées, donc l'incidence est extrêmement importante dans les charges de structures. Rappelons enfin que la Martinique c'est environ 370 000 habitants soit grosso modo l'équivalent de la ville de Nice. Avoir un projet industriel avec des machines automatisées, c'est impossible. Nous dépendons donc de la main d'œuvre pour la transformation qui représente des charges importantes pour l'industrie. Nous comptons 16 employés temps plein pour traiter une tonne de fruits et légumes.

Malheureusement, on se retrouve avec des prix sur le marché de légumes surgelés qui sont anormalement élevés et qui font face à une concurrence très rude avec des gammes qui arrivent du Vietnam comme la marque au nom trompeur de «Ma doudou» à moitié prix et de mauvaise qualité mais qui répond à un besoin du fait de l'inflation et d'une population qui a un seuil de pauvreté de l'ordre de 27 %.

Propositions de leviers

Le 1er levier c'est d'attirer plus de main d'œuvre grâce à une meilleure rémunération à la fois pour le secteur de la transformation et de l'agriculture. Nous avons déjà la loi ODEOM qui allège les charges sociales sur la base du SMIG. Cet allègement des charges patronales se réduit dès que les salaires augmentent. Donc il faudrait renforcer les mesures d'incitation au travail via des aides sociales complémentaires qui allègeraient la charge de la masse salariale de l'industriel et de l'agriculteur, avec en plus des plans de formation. Au terme de 2 ans, cela pourrait permettre à des jeunes de sortir avec des CAP agricoles et une qualification.

Il faut également trouver un moyen d'exploiter plus de terres pour produire plus et ainsi répondre à l'objectif de souveraineté alimentaire. En Martinique, il y a beaucoup de terres qui ne sont pas cultivées par exemple des terres que détiennent les producteurs de bananes. Tout cela à condition de trouver de la main d'œuvre suffisante et de travailler à l'attractivité des métiers pour assurer la relève des agriculteurs qui vont partir à la retraite. L'augmentation des volumes de production veut dire aussi une augmentation des aides POSEI.

Si les POSEI continuent de stagner, on n'arrivera pas à motiver les agriculteurs.

L'Insee a relevé une augmentation de plus de 25 % d'inflation or le POSEI n'a absolument pas augmenté. Je disais tout à l'heure que nous avons des coûts d'électricité qui ont subi une hausse spectaculaire. On ne comprend pas pourquoi les aides de stockage tempérées qui sont données à La Réunion et à Mayotte, ne soient pas versées à l'identique en Guyane, en Guadeloupe et en Martinique. C'est un point dissonant dans la distribution de ces aides sur lesquelles je souhaiterais qu'on se penche.

Il y a également la problématique de l'aide pour les conditionnements. Tout d'abord, l'aide permettait aux organisations de producteurs de prendre en charge entre 60 et 85 % du coût du conditionnement mais, suite à une augmentation des prix de 30 à 40%, cette aide représente aujourd'hui qu'environ 40 % des coûts. Il faut donc réguler les aides pour maintenir leur effet.

Ensuite, seules les organisations de producteurs bénéficient de ces aides au conditionnement mais pas les transformateurs, alors que nous aussi nous avons des obligations de conditionnement normatif par rapport aux conditions environnementales. Ils seraient souhaitables que ces aides soient également ouvertes aux transformateurs.

E Brisse

Mr Moreau. Vous dirigez l'entreprise agroalimentaire Royal Bourbon Industrie basée à La Réunion. Même question qu'à Mme Palandri, pouvez-vous nous présenter rapidement votre société et notamment votre politique d'approvisionnement en produits locaux ?

Est-ce que le prix est le frein principal selon vous pour s'assurer des approvisionnements locaux ?

Éléments clés de l'intervention de Daniel Moreau, PDG de l'entreprise agroalimentaire Royal Bourbon industrie, basée à La Réunion.

Royal Bourbon Industries est le plus gros transformateur de fruits et légumes locaux en surgelés mais aussi en confiture, jus, compote de fruits, condiments etc. On a un effectif de plus de 150 salariés, tous services confondus. C'est effectivement significatif pour un territoire comme La Réunion mais notre ambition est de faire en termes de tonnage, beaucoup mieux que ce qu'on fait aujourd'hui. Nous sommes engagés dans un programme d'investissement important pour renforcer nos capacités de transformation de fruits et légumes. Une de nos principales difficultés, c'est l'approvisionnement en matières premières agricoles locales. Nous achetons aux coopératives car c'est beaucoup plus simple d'avoir des interlocuteurs regroupés. Les producteurs choisissent logiquement les marchés les plus rémunérateurs et en l'occurrence le marché du frais et de l'export et malheureusement la transformation n'est là que pour les produits de dégagement. Donc l'enjeu c'est de pouvoir fidéliser et de faire en sorte qu'on ait des productions dédiées à la transformation. Seulement 5% en part de marché de la production

de fruits et légumes locaux est transformés. En ce qui concerne notre secteur d'activité à Mayotte, je pense que le premier levier c'est l'organisation en filière intégrée de l'amont à l'aval. Le reste est importé en surgelé et en concentré. C'est donc un enjeu évidemment de souveraineté alimentaire d'augmenter ce pourcentage. C'est aussi un enjeu de régime alimentaire et donc de santé publique puisqu'on subit une pression terrible des groupes internationaux qui cherchent à faire évoluer les habitudes alimentaires.

E Brisse : Est-ce que vous travaillez avec les coopératives pour avoir une production dédiée à la transformation comme une production de légumes industries ?

Dans le cadre de nos investissements, on réfléchit à la contractualisation mais la question du prix reste problématique. Quand il y a des problèmes de pic de production et qu'il faut dégager les marchés, on répond toujours à ces situations. Mais il faut aller plus loin et donner les moyens aux producteurs de produire pour la transformation.

Propositions de leviers

Il faut donner envie aux agriculteurs de livrer la transformation et pour cela il faut régler le problème du revenu du producteur qui malheureusement ne peut pas complètement relever du transformateur.

Il faut donc trouver une solution pour que l'agriculteur qui dédie sa production à la transformation, ait une meilleure rémunération en ayant un complément d'aide. On avait fait des propositions en ce sens et on avait cru que cela pourrait être retenu pour le POSEI 2024 mais ça n'a pas été le cas. On ne perd pas espoir. Je pense que cela aurait un effet de levier remarquable et rapide car la souveraineté alimentaire est un objectif à moins de 10 ans. Si on n'apporte pas de réponses rapidement c'est l'importation qui va s'imposer.

E Brisse

Mr Rubin, vous êtes propriétaire de la société Abattoir Volaille Mayotte. Votre société est à elle seule une filière intégrée de la production d'aliments pour la volaille, en passant par un couvoir, un abattoir, une usine de transformation de volaille en charcuterie jusqu'à la distribution avec un magasin en vente directe même si on trouve vos produits sur tout le territoire de Mayotte. Votre dernier projet en date est de récupérer la fiente de volaille pour cultiver de la banane sous serre à destination de la restauration collective. Et tout ça en 10 ans.

Si vous deviez donner quelques chiffres clés pour présenter votre entreprise cela serait lesquels ? Vous m'avez dit qu'une des clés de cette réussite est la collaboration avec les éleveurs. Comment avez-vous construit cette relation de confiance avec les éleveurs ?

Éléments clés de l'intervention de Guillaume Rubin, directeur d'AVM, Abattoir Volaille Mayotte

Nous sommes dans une logique d'intégration de la filière de manière verticale, avec 2 outils de l'amont que sont l'usine de production d'aliments du bétail et le couvoir. On a un maillon élevage bien sûr, avec des éleveurs qui sont indépendants et on a deux outils industriels : un abattoir et un atelier de transformation des produits où on fait de la saucisse, du jambon et du pâté tout à base de volailles.

Tout s'est fait par étapes. On a réussi ce challenge parce que nous avons intégré tous les maillons de la filière et notamment les éleveurs, qui sont actionnaires de l'abattoir. C'est pour nous fondamental car cela permet aux éleveurs de comprendre les problématiques industrielles et de commercialisation. Un autre point fondamental c'est une logique de répartition de la valeur ajoutée à l'échelle de la filière sur les différents maillons de la chaîne. On s'engage sur un revenu minimum équivalent à deux SMIG pour les éleveurs qui disposent d'un bâtiment d'élevage de minimum 400 m². On est donc organisé autour d'une unité logistique qui est également une unité économique pour les éleveurs qui leur permet d'être rémunérés au juste prix.

Propositions de leviers

En ce qui concerne notre secteur d'activité à Mayotte, je pense que le premier levier c'est l'organisation en filière intégrée de l'amont à l'aval. Le deuxième c'est l'implication de chaque maillon de la chaîne dans les décisions stratégiques de la filière. Et le troisième, c'est la capacité à entraîner l'ensemble des parties prenantes sur des projets fédérateurs et ces projets là il faut les renouveler assez souvent. J'en ai trois en tête ; le premier c'était d'améliorer les conditions de travail des éleveurs qui, avant 2017, vendaient leur volaille en faisant du porte à porte, ensuite nous avons travaillé sur le revenu des agriculteurs en faisant en sorte qu'un éleveur gagne sa vie en travaillant dans notre filière (coûts de production calculé sur un salaire équivalent à 2 SMIG); et maintenant, nous avons un objectif de transmission des outils industriels aux agriculteurs. Il me semble qu'avec des visions à moyen et long terme, on arrive à mobiliser tout le monde.

E Brisse

Mr Lebeau. Vous êtes directeur de la coopérative SICA de La Réunion, la coopérative de fruits et légumes la plus importante en volume et en nombre de producteurs sur le territoire réunionnais, coopérative qui dispose de son propre atelier de transformation « Tropolégumes ». Est-ce que le fait d'avoir internalisé au sein de la coopérative un atelier de transformation permet de s'assurer des volumes nécessaires à son bon fonctionnement et si oui ou si non pourquoi ? Quels sont les freins à la production de matière première agricole pour la transformation ?

Éléments clés de l'intervention de Bernard Lebeau, directeur de la coopérative SICA de la Réunion, une coopérative qui dispose de son propre atelier de transformation Tropolégume (4ème gamme).

Nous avons logiquement des moments de pics de production et d'autres de sous production. C'était donc logique de créer notre unité de transformation de 4ème gamme pour tendre vers plus de régularité dans la commercialisation mais cela a

été compliqué car on avait l'habitude d'être sur une stratégie de dégagement des produits de nos producteurs alors que dorénavant nous devons créer une filière régulière d'approvisionnement pour cet outil de transformation. Ça nous a pris des années pour tout mettre en place. Aujourd'hui c'est très bien de créer des outils de transformation, on a des financements pour tout ça, mais la base pour alimenter tous ces outils de transformation c'est la production agricole et la production agricole se fait chez nos producteurs, chez nos adhérents, il ne faut pas l'oublier. Je pense que tout le monde est confronté à la même problématique qui est la main d'œuvre. L'autosuffisance alimentaire ne se fera pas sans nos producteurs et la production, c'est la main d'œuvre. Donc ça c'est un sujet qui reste très important. Ensuite, il y a d'autres problématiques comme le stockage. Nous devons avoir des unités de stockage pour assurer une continuité d'approvisionnement de nos unités. Pour répondre à l'enjeu de souveraineté alimentaire, on a quand même pas mal de problématiques à régler sur les prochaines années. Et dans un temps très court.

Propositions de leviers

Il faudrait travailler à une meilleure planification de la production avec nos producteurs, et donc mettre les moyens nécessaires pour les accompagner dans cette planification.

Le 2ème levier serait de nous laisser avoir accès aux semences d'autres pays qui ont un climat relativement proche du nôtre, comme l'Afrique du Sud ou l'Australie. Ce serait quelque chose de très important puisque ce sont des variétés qui sont déjà adaptées à nos conditions pédoclimatiques. Cela nous permettrait d'augmenter fortement les volumes de production et ainsi de produire pour le marché du frais, éventuellement de l'export et de la transformation locale.

Le 3ème levier, c'est évidemment la rémunération du producteur. Sans rémunération équivalente au marché du frais, il n'y aura pas d'intérêt pour le marché de la transformation. La rémunération du producteur c'est aussi la rentabilité de ses productions donc les rendements à l'hectare qui passent par de meilleures semences et un accompagnement technique des producteurs.

E Brisse

Manuel Gérard, vous êtes animateur de l'Iguaflhor la filière Fruits et Légumes de Guadeloupe.

L'an dernier, l'Iguaflhor a réalisé une étude, spécifique à son territoire, pour mieux comprendre les freins et identifier les leviers pour renforcer le secteur de l'agrotransformation.

Est-ce que les freins identifiés sont les mêmes que ceux présentés par les intervenants précédents ? Vous tenez à votre titre d'animateur de l'Iguaflhor car justement vous considérez que l'animation de coopération entre acteurs de l'amont et de l'aval est un des enjeux clé. Pouvez-vous nous en dire plus sur l'importance de l'animation ?

Éléments clés de l'intervention de Manuel Gérard, animateur de l'Iguaflhor, la filière fruits et légumes de Guadeloupe.

Nous avons réalisé en partenariat avec la DAAF Guadeloupe une étude pour identifier les freins et les solutions dans le but de renforcer le développement de l'agrotransformation sur notre territoire. De nombreux freins ont été recensés comme l'approvisionnement régulier et de qualité en produits locaux, un manque de main d'œuvre et de locaux disponibles à prix abordables, des problèmes de matériels d'agrotransformation peu adaptés et souvent surdimensionnés ou des problèmes d'accès à des outils de transformations adaptés aux besoins mais qui ne répondent pas aux normes EU.

Au niveau de la production, il est indispensable de renforcer les interprofessions et de structurer les filières.

Les acteurs de l'agrotransformation sont polyvalents : ils produisent et/ou s'approvisionnent chez d'autres producteurs ou grossistes, sont mécaniciens pour entretenir leurs machines, gèrent la comptabilité et l'administratif, sont commerciaux, valorisent leurs produits via le marketing, et parfois vendent leurs produits. Leurs coûts de production sont donc élevés et leurs prix de vente peu adaptés à une population qui a un pouvoir d'achat parfois limité. Une des solutions serait

plus de coopération entre les acteurs de l'amont et de la transformation et notamment entre les acteurs de la transformation car ils ont des problématiques qui peuvent être mutualisées pour des gains de coûts, comme les approvisionnements en contenants par exemple. Il y a un vrai besoin de mise en réseau, d'animation de réseaux d'acteurs de transformation, et de solutions dans le but de renforcer le développement de l'agrotransformation sur notre territoire. De nombreux freins ont été recensés comme l'approvisionnement régulier et de qualité en produits locaux, un manque de main d'œuvre et de locaux disponibles à prix abordables, des problèmes de matériels d'agrotransformation peu adaptés et souvent surdimensionnés ou des problèmes d'accès à des outils de transformations adaptés aux besoins mais qui ne répondent pas aux normes EU.

Au niveau de la production, il est indispensable de renforcer les interprofessions et de structurer les filières. Les acteurs de l'agrotransformation sont polyvalents : ils produisent et/ou s'approvisionnent chez d'autres producteurs ou grossistes, sont mécaniciens pour entretenir leurs machines, gèrent la comptabilité et l'administratif, sont commerciaux, valorisent leurs produits via le marketing, et parfois vendent leurs produits. Leurs coûts de production sont donc élevés et leurs prix de vente peu adaptés à une population qui a un pouvoir d'achat parfois limité. Une des solutions serait plus de coopération entre les acteurs de l'amont et de la transformation et notamment entre les acteurs de la transformation car ils ont des problématiques qui peuvent être mutualisées pour des gains de coûts, comme les approvisionnements en contenants par exemple. Il y a un vrai besoin de mise en réseau, d'animation de réseaux d'acteurs de transformation.

Propositions de leviers

Le principal levier est celui de la structuration des filières.

Nous devons également repenser les aides et notamment cibler des aides pour les producteurs qui vendraient à la transformation. Des aides aussi pour des productions de qualité et pour des acteurs de la transformation de produits locaux. Nos producteurs bénéficient d'aides de circonstances exceptionnelles en cas par exemple d'aléas climatiques. Mais les agros transformateurs ne bénéficient pas de ces aides alors qu'ils en pâtissent tout autant.

Je pense aussi qu'il faut renforcer l'existant. On a vu que les outils étaient souvent surdimensionnés et sous-utilisés donc ne créons pas d'autres outils. Essayons de voir déjà ce qu'y a sur place pour qu'ils fonctionnent à plein régime et que ça soit plus efficace.

Intervention de participants et participantes dans la salle et/ou en visio

Remarque de Boinaïdi Abdillah, éleveur de vache laitière et président de la coopérative Uzuri Wa Dzia à Mayotte :

Les principaux problèmes sont effectivement le manque de mécanisation et de structuration des filières, mais aussi le prix des transports et du dédouanement des marchandises entre la métropole et Mayotte et puis le faible accompagnement des banques dans les projets locaux qui freinent beaucoup les initiatives.

Remarque de Franck Desalme, président d'IGUAVIE l'interprofession de la viande et de l'élevage en Guadeloupe

J'ai écouté studieusement. Si je comprends bien, il nous faut de la main d'œuvre, des terres et quelques aides. Mais personne ne parle de la concurrence déloyale alors que c'est un des plus gros freins à la production sur nos territoires.

Réponse de Bertrand Moreau :

La concurrence déloyale de produits importés met en effet beaucoup de pression sur les productions transformées locales. Nous devons avoir une protection beaucoup plus forte vis-à-vis de la production importée qui ne répond pas aux mêmes critères que les nôtres.

Réponse de Guillaume Rubin :

Notre objectif est de représenter 10 % de la consommation locale en frais. Je pense qu'on va y parvenir même avec un poulet local plus cher que l'importé. Mais ça dépend des objectifs qu'on se fixe. Si on s'était fixé 50 % de la consommation locale, on n'y arriverait absolument pas car nos coûts de production sont bien supérieurs.

Dispositif de programmation en partenariat SADur

« Système alimentaire durable en milieu insulaire »



Rappel du DPP SADur

Dans quel contexte s'est construit SADur?

Des fruits et légumes frais majoritairement produits localement ...

Mais une production touchée par aléas climatiques et bioagresseurs → **prix élevés**

Des produits transformés majoritairement importés, et onéreux pour ceux de bonne valeur nutritionnelle

L'objectif : Renforcer la **souveraineté** alimentaire à la Réunion par une **Approche territoriale et participative**

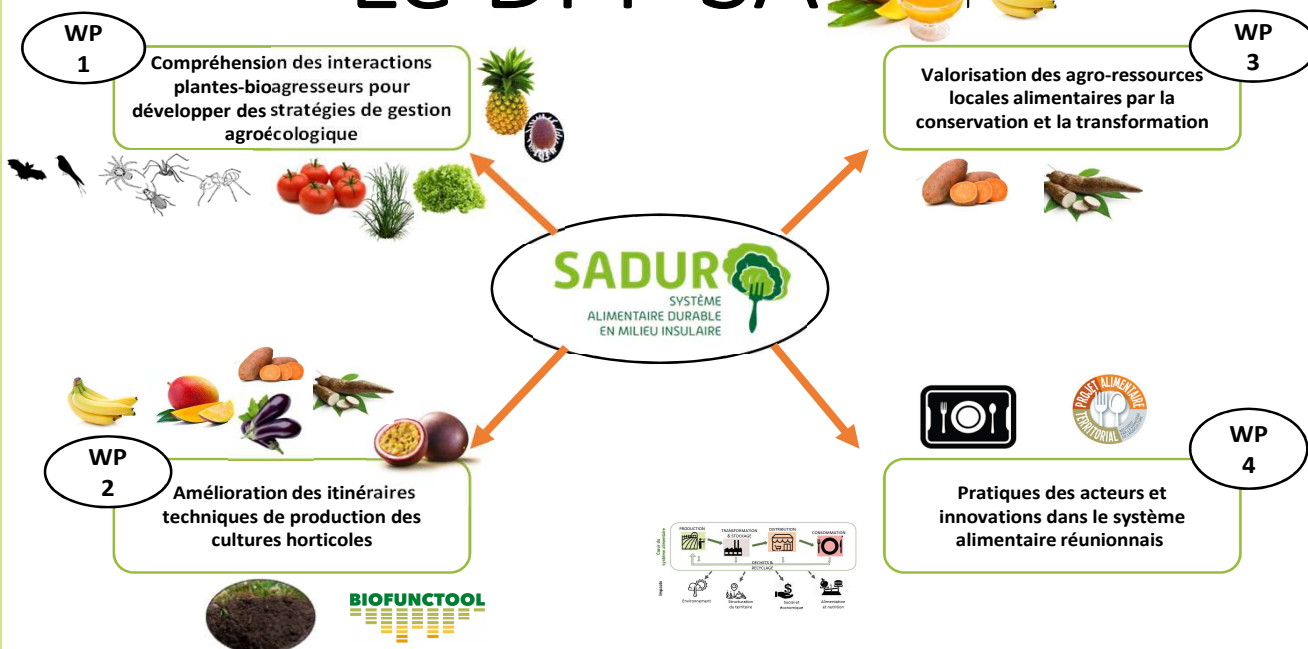
Droit des peuples

Une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables

Définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires



Le DPP SADur



27 articles du collectif SADur



Crédit infographie : Agronews CIRAD, 2023.

WP1 : Compréhension des interactions plantes-bioagresseurs pour développer des stratégies de gestion agroécologique



Action 1.1 : Compréhension et identification des leviers de la régulation naturelle des ravageurs dans les systèmes horticoles

Agroécologie, contrôle biologique par conservation

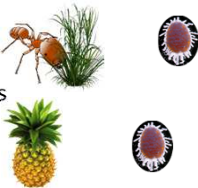


Action 1.2 : Accompagnement d’innovations techniques agroécologiques pour la réduction des pesticides par les producteurs maraichers

Agroécologie, malherbologie

Action 1.3 : Evaluation de plantes de service pour la gestion agroécologique des ravageurs et de l’enherbement

Agroécologie, écologie fonctionnelle et comportementale



Action 1.4 : Evaluation de méthodes de biocontrôle pour la gestion des ravageurs et des maladies fongiques

Biocontrôle, résistances systémiques

WP2 : Amélioration des itinéraires techniques de production des cultures horticoles

Action 2.1 : Diversification variétale des cultures fruitières et légumes lontan

Agronomie, évaluation multicritères



Action 2.2 : Amélioration des pratiques agricoles pour accroître la disponibilité des productions fruitières

Agronomie



Action 2.3 : Evaluation multicritère des performances de systèmes horticoles sans pesticide de synthèse

Agroécologie, gestion intégrée des bioagresseurs



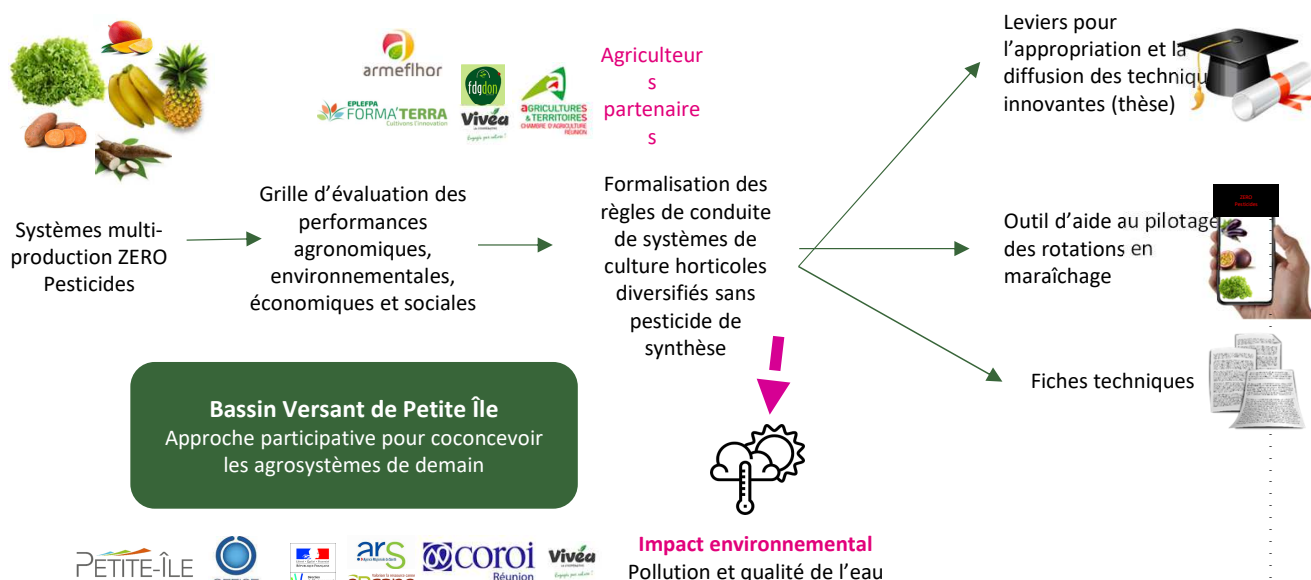
Action 2.4 : Identification des déterminants biologiques de la santé des sols maraichers

Sciences du sol, agroécologie



WP1 & 2 Transition agroécologique

Amélioration des itinéraires techniques de production des cultures maraîchères



WP1 – Gestion agroécologique des ravageurs

Les fourmis : des ravageurs ou des auxiliaires?



© Marie Bourel, Cirad

Objectif : Orienter les fourmis vers une fonction d'auxiliaire dans les réseaux trophiques

Thématique : Agroécologie et écologie comportementale

WP3 : Valorisation des ressources locales par la conservation et la transformation



Action 3.1 : Caractérisation et maîtrise de la qualité des aliments

Ingénierie des produits

Action 3.2 : Mise en œuvre de procédés de transformation des agro-ressources adaptés aux contraintes locales de la Réunion

Génie des procédés

Action 3.3 : Prédiction de la qualité des produits frais et de leur aptitude à la transformation

Modélisation

Action 3.4 : Co-conception et accompagnement des innovations de procédés et de produits (fruits et amylacées)



WP3 – Transformation agro-alimentaire

Valorisation des agro-ressources locales alimentaires par la conservation et la transformation

Nouvelles opérations unitaires adaptées aux pertes post-récolte de la filière mangue → nouveaux produits à partir d'agroressources locales et produits locaux

UR UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

MA

ESIRI

CRITT

cirad

IT UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

LYCÉE HÔTELIER

Mangues vertes



Riche en amidon et en parois cellulaires

agent de texturation



Nouveaux produits locaux

Mangues trop mûres



Riche en composés bioactifs, sucres et arômes

extrait sucré et riche en polyphénols



Racines et tubercules



Caractérisation, transformation et formulation



ingrédients Peï, « aliment sain »

Valorisation de bananes locales par la panification



Thématique : Génie des procédés, ingénierie des produits

UMR QualiSud

Banana concept



- **Pain peï** : substitution de la farine de blé partielle ou complète par de la **farine de banane**
- Nouveaux produits fabriqués localement avec des agroressources locales
- → **plus-value et revenus complémentaires** pour les producteurs et transformateurs locaux

cirad

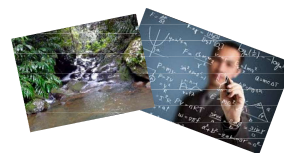
WP4– Pratiques des acteurs et innovations dans le système alimentaire réunionnais

Action 4.1 : Caractérisation des acteurs de la commercialisation et des formes d'organisation entre acteurs du système alimentaire

Sciences économiques et sociales

Action 4.2 : Co-conception et accompagnement d'innovations marchandes et d'action collective locale pour valoriser la durabilité et la qualité des produits

Sciences sociales

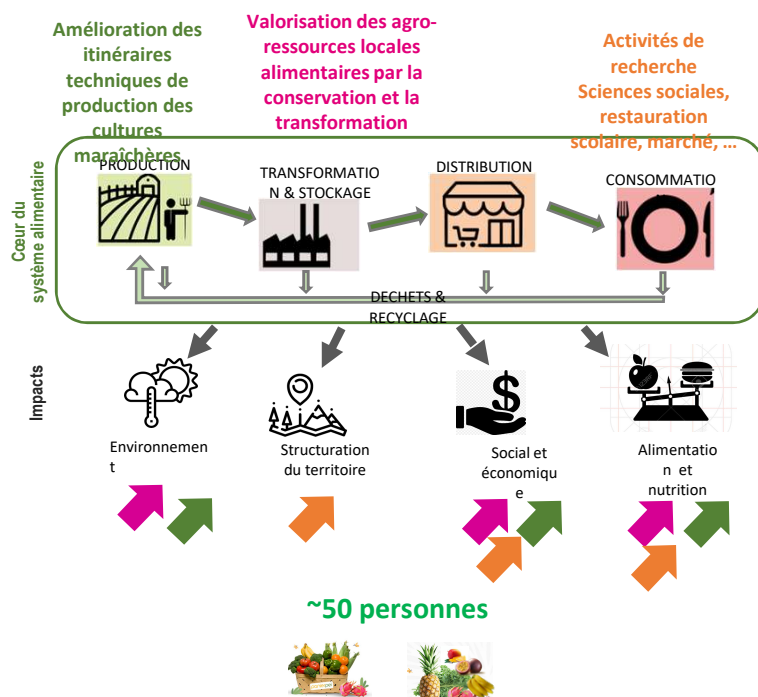


Action 4.3 : Analyse d'innovations organisationnelles pour l'approvisionnement de la restauration scolaire

Sciences sociales



Impacts et rayonnement régional et international



Rayonnement
régional et
international

Inter DOM

Mayotte, Guadeloupe,
Martinique

Interreg



Italiq : Innovation,
Territoires, Alimentation
& Qualité dans l'océan
Indien

Madagascar, Comores,

Reunion, Afrique du
Sud

5

Table ronde

2

Formations, innovations, mutualisation des outils de transformation et de la main d'œuvre, quels leviers pour accélérer le développement de l'agrotransformation ?

Liste des intervenantes et intervenants :

Katia Rochefort - Directrice du PARM Pôle agroalimentaire Martinique

Christophe Latchman - GDA Ecobio, Guadeloupe

Thierry Reydellet - Secrétaire général de l'ADIR/Association des industries de La Réunion

Séverine Asensio-Joséphine - Herboristerie Créole Martinique

Patrice Romana - Bel Nati Guyane

Aurélien De La Noue - Délégué ministériel adjoint aux entreprises agroalimentaires - DGMA

Animatrice Emmanuelle Brisse

Table ronde en deux temps :

Temps 1 : Partage du contexte et des problématiques

Temps 2 : Les leviers et/ou solutions

E Brisse

Séverine Asensio-Joséphine, vous êtes martiniquaise et dirigeante avec votre mari de l'Herboristerie Créole. Vous avez deux salariés. Vous produisez des plantes et les transformez en tisanes, sirops et compléments alimentaires.

Qu'est-ce qui marche bien aujourd'hui et a contrario quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

Éléments clés de l'intervention de Séverine Assensio-Joséphine, l'herboristerie Créole

<https://www.herboristeriecreole.com/>

Vidéo : <https://www.technopolemartinique.org/2014/07/>

Ce qui fonctionne bien, c'est notre offre d'herboristerie traditionnelle créole, qui répond à la demande croissante de produits naturels tant par les habitants que par les touristes. Notre choix d'une production certifiée bio renforce également notre présence sur les marchés locaux et à l'export. Ce qui fonctionne moins bien, c'est que nous rencontrons des problèmes de structuration de filière. Cela reste laborieux. L'accès à la terre, à la main d'œuvre et à la mutualisation des outils reste également très difficile. Nous rencontrons également des problèmes du fait d'aspects réglementaires très contraignants, voire restrictifs, non pas en raison de la toxicité de nos produits, mais pour des raisons historiques, liées à l'établissement de la Pharmacopée française, étendue à la Pharmacopée française d'outre-mer sans avoir pris en compte les spécificités des plantes d'Outre-mer. Le dernier problème très préoccupant est que lors de l'exportation de nos tisanes et de nos produits via notre site internet, nos clients se voient parfois imposer des frais de douane supérieurs au prix de nos produits. C'est quelque chose que nous avons beaucoup de mal à résoudre.

Propositions de leviers

Je reviens sur l'importance de créer et développer des filières agricoles pour permettre aux transformateurs de maintenir leur activité comme cela a

été mentionné dans la première table ronde.

J'insiste également sur la nécessité d'accélérer la dématérialisation des démarches administratives, de faciliter le contact avec des institutions telles que les services des impôts et des douanes pour limiter la complexité et la lourdeur des démarches administratives, de trouver des solutions pour aider les porteurs de projet à remplir des dossiers d'aide qui sont chronophages et exigent des compétences spécifiques que nous n'avons pas notamment dans des TPE.

Les projets de cluster me semblent être une solution pour mutualiser les ressources, accompagner les projets, et créer un réseau d'acteurs locaux. En effet, la collaboration entre pairs est essentielle pour bénéficier des expériences des uns et des autres, en particulier dans les petites structures et sur nos îles.

Et enfin, j'espère que les discussions du colloque conduiront à des actions concrètes.

E Brisse

Christophe Latchamn, vous êtes un des référents du projet GDA ECOBIO, en Guadeloupe, un projet qui regroupe 86 producteurs dont 20 producteurs transformateurs. L'originalité de votre projet c'est la mutualisation que ce soit de conseils techniques pour la production, d'outils de transformation, et d'une structure de distribution.

Vous parlez d'ailleurs « d'un combo d'intelligence collective ». Pouvez-vous nous raconter ce que vous entendez par là ?

Éléments clés de l'intervention de Christophe Latchman, président de GDA Eco Bio, Guadeloupe

Je suis le président du GDA Eco Bio, le groupement des producteurs bio de la Guadeloupe. Nous avons débuté historiquement avec les cultures maraîchères, qui sont des productions périssables d'où la nécessité de les transformer pour éviter les pertes. De nombreux producteurs valorisaient les sous-produits et les coproduits maraîchers en agrotransformation mais chacun agissait de son côté et faute

d'accompagnement technique cela a été parfois compliqué. Du fait de problématiques communes que ce soit agronomiques, d'agrotransformation, de conservation ou réglementaires et d'un manque de soutien des différents organismes, nous avons donc décidé de mutualiser nos efforts en mettant en place des systèmes de formation entre pairs. Un agriculteur agro transformateur accueille ses collègues sur une thématique spécifique, comme la lactofermentation ou la production de farine sans gluten.

Notre stratégie a donc été de mutualiser nos connaissances à travers des séminaires, des ateliers et des formations entre agriculteurs. Certains agriculteurs transformateurs étant mieux équipés que d'autres, ils ont décidé de mettre en commun leur outils pour permettre à d'autres agriculteurs d'utiliser leur matériel. À partir de là, nous avons travaillé ensemble sur un cahier des charges d'utilisation pour garantir le respect des équipements. Cependant, il y a des défis liés à cette mutualisation, notamment en cas de casse de matériel.

Pour l'instant, cela fonctionne plutôt bien et chacun trouve sa place dans ce système, bien que fragile. Nous sommes conscients des risques d'échec, mais nous cherchons à maintenir l'équilibre en respectant et mutualisant le matériel. En cas de non-respect de la charte, les membres sont exclus pour éviter de compromettre ce lien que nous avons créé.

Propositions de leviers

Beaucoup de leviers ont été évoqués.

J'en ajouterai trois :

- Le premier c'est la nécessité de se regrouper pour pouvoir mutualiser les achats et diminuer les coûts. A titre d'exemple, nous avons un souci avec les contenants en verre, car le verre a augmenté de plus de 60% depuis le Covid.
- Le deuxième levier concerne la recherche d'équipements adaptés à nos volumes de production et donc de transformation. Les équipements proposés par la métropole sont surdimensionnés par rapport à nos besoins. Nous avons donc besoin de trouver des outils adaptés à nos besoins. Parfois ces outils n'existent pas ou existent en Asie ou en Amérique du Sud mais ne répondent pas aux normes UE. Nous devons donc nous en inspirer et travailler avec des lycées techniques ou des écoles de design industriel pour les adapter aux normes.
- Le troisième levier concerne la nécessité de financer l'animation de réseau car sans animation les projets de mutualisation s'essouffent.

E Brisse

Patrice Romana, vous êtes directeur de la société Bel Nati, qui a pour objectif d'accompagner et de développer la production agricole issue de l'agriculture traditionnelle guyanaise sur abattis grâce à la transformation. Vous produisez entre autres, de la farine de manioc panifiable qui vous permet de faire des baguettes, vendues dans une grande surface.

Vous me disiez que la clé de la réussite de ce projet, c'est la volonté d'être dans une démarche de structuration de filière. Expliquez-nous.

Éléments clés des interventions de Patrice Romana, directeur de la société Bel Nati de Guyane

Site internet : <https://belnatiguyane.com/>

Vidéo de présentation du projet Bel Nati : <https://www.youtube.com/watch?v=q04KVKwsGaE>

Bel Nati est une société coopérative d'intérêt collectif axée sur l'accompagnement des agriculteurs et notamment des agricultrices Guyanaïses. Contrairement à d'autres territoires, la Guyane connaît une augmentation du nombre d'agriculteurs et de la surface cultivable. Cette évolution est attribuable aux communautés dynamiques, telles qu les Bushinengués, les amérindiens autochtones et les communautés créoles, incluant des populations haïtiennes et guyanaïses. Ces communautés démontrent un dynamisme remarquable en ce qui concerne leur relation à la terre, grâce à leurs pratiques ancestrales, ce qui fait de la Guyane un territoire particulièrement riche.

Cependant, ces communautés, souvent non reconnues officiellement, ne bénéficient pas de soutien principalement en raison de l'absence de reconnaissance formelle de leur propriété foncière, bien qu'elles occupent ces terres depuis longtemps.

Bel Nati s'est donc engagée à créer des conditions favorisant le développement et la modernisation de cette agriculture locale. Grâce aux financements notamment de l'ODEADOM, des équipements ont été fournis aux agricultrices pour alléger la pénibilité au travail. Un technicien accompagne également ces agricultrices dans l'amélioration de leurs pratiques culturelles.

Par ailleurs, nous les soutenons dans la commercialisation de leurs produits et dans leur transformation. Une approche intégrée a été adoptée, s'étendant de la production jusqu'à la distribution. Des contrats de vente sont conclus pour leur assurer un revenu minimal, comme l'achat garanti de produits.

Le résultat est un approvisionnement régulier en féculents de qualité pour le territoire. Ces produits, issus d'une agriculture de fait biologique, ont conduit Bel Nati à lancer une initiative de transformation. Nous produisons de la farine de patates douces et de manioc, qui, mélangée à du blé pour pallier le défaut de panification naturelle, permet la fabrication de baguettes. Un projet appelé «BagètMoPéyi» a été lancé il y a six mois, utilisant ces farines pour créer un produit innovant et local : la baguette de Guyane à partir de féculents autochtones.

Propositions de leviers

Je souhaite mettre l'accent sur un élément que je juge fondamental pour répondre aux enjeux de souveraineté alimentaire. Nous partons de loin, et sans une vision commune portée à la fois par les acteurs publics et privés, notre objectif sera difficile à atteindre. Il est donc crucial de s'inscrire dans une approche d'économie mixte, où le public et le privé unissent leurs forces.

Dans cette optique, nous avons lancé le 1er février 2024 le programme 'Abattis 2030', visant à rassembler toutes les parties prenantes. Cette initiative a débuté à la Communauté Territoriale de Guyane, où nous avons réuni des représentants de la recherche et des secteurs privé et public pour envisager ensemble l'avenir. Nous imaginons une Guyane en 2030 autosuffisante, notamment dans la production de féculents pour la fabrication de farine.

La création d'une alliance entre le public et le privé est primordiale pour élaborer un projet de territoire. Ensuite, toujours dans cette dynamique de partenariat, nous renforçons les liens entre les différents acteurs de la transformation, afin de stimuler le secteur privé.

E Brisse

Katia Rochefort, vous êtes directrice du PARM le pôle agroalimentaire de Martinique, qui existe depuis 20 ans.

Quels sont les principaux besoins des porteurs et porteuses de projet d'agrotransformation que le PARM accompagne ?

Éléments clés de l'intervention de Katia Rochefort, directrice du PARM, le centre de ressources technologique qui soutient la valorisation des agroressources de Martinique

Retrouvez toutes les missions du PARM sur <https://www.parm.mq/>

Les entreprises d'aujourd'hui, et en particulier les petites structures, sont engagées dans un élan d'innovation significatif. Elles contribuent activement à l'innovation et à la diversification de l'offre d'agrotransformation de produits locaux.

Cependant, ces entreprises sont souvent peu structurées et font face à des défis opérationnels en raison d'un manque de ressources internes suffisantes. Leur trésorerie est gérée de façon très serrée, et les dirigeants doivent souvent gérer seuls l'ensemble des opérations, endossant les rôles de commercial, de développeur et de responsable qualité, [...] ce qui limite leur capacité de développement.

Un autre problème notable est l'accès à l'immobilier de production. En Martinique, l'immobilier destiné à la production est non seulement rare mais très onéreux. Ce coût élevé et la pénurie d'espaces appropriés posent de sérieux obstacles aux entreprises qui cherchent à se développer pour répondre à la demande du marché.

Il y a aussi les problèmes d'équipement et de maintenance des outils de transformation. La maintenance est cruciale. Pour demeurer rentables, elles doivent assurer une production continue. La mutualisation des ressources de maintenance pourrait être une solution efficace à mobiliser.

Le PARM a consolidé son expérience dans la mutualisation par le biais de la création d'un cluster agroalimentaire, baptisé INOVAGRO, initié il y a dix ans. Ce cluster regroupe actuellement une trentaine d'entreprises désireuses de travailler conjointement sur divers enjeux, notamment sur le développement commercial.

Auparavant, ces mêmes entreprises ont exploré les atouts du partage d'expériences et de la mutualisation, notamment à travers des visites d'entreprises en dehors de la Martinique, afin d'observer et de s'enrichir d'autres pratiques. Ces missions ont été très bénéfiques.

Les membres d'INOVAGRO souhaitent poursuivre dans cette voie de mutualisation, malgré sa complexité et la coopération humaine qu'elle exige. Il est essentiel pour elles de travailler en synergie, en particulier parce que la production est onéreuse, les ressources

éloignées, et la taille des entreprises, généralement des TPE, modeste.

Propositions de leviers

Je souhaite souligner brièvement mais avec insistance l'importance de la coopération interentreprises. La clé réside dans l'allocation de ressources financières suffisantes pour engager des ressources humaines pleinement dédiées à cette tâche. Ce travail, exigeant et chronophage, est nécessaire pour établir une confiance mutuelle entre les chefs et cheffes d'entreprise et pour façonner des projets stratégiques qui serviront leurs intérêts et garantiront une rentabilité à long terme. Depuis plus de dix ans, nous observons le progrès du cluster Innov Agro et il est manifeste que l'animation de la coopération stratégique est cruciale pour activer véritablement cette synergie humaine.

E Brisse

Thierry Reydellet, vous êtes secrétaire général de l'ADIR, l'association des industries de la Réunion, qui compte 200 entreprises adhérentes dont 50% sont des entreprises de l'agroalimentaire.

Pour répondre aux besoins de vos adhérents, vous développez, entre autres des projets de mutualisation. Pouvez-vous nous présenter en quelques mots ces projets et nous expliquer en quoi la mutualisation est pour vous une des solutions pour renforcer le développement de l'agrotransformation ?

Éléments clés de l'intervention de Thierry Reydellet, secrétaire général de l'ADIR/Association des industries de La Réunion

Retrouvez toutes les missions de l'ADIR sur le site <https://adir.re/>

Les territoires d'outre-mer partagent des défis et enjeux similaires. Concernant l'agrotransformation, nous avons la particularité d'avoir des entreprises de tailles et des volumes de production légèrement supérieurs aux autres territoires. Une de nos missions est de réduire les coûts opérationnels pour améliorer la compétitivité de nos produits sur le marché.

Nous nous sommes attaqués en priorité à la logistique, notamment au fret maritime, un secteur clé pour nos îles. Depuis une dizaine d'années, nous bénéficions de tarifs préférentiels grâce à un contrat avec une compagnie maritime, ce qui est un avantage non négligeable. Nous investissons également beaucoup d'efforts dans l'efficacité énergétique et collaborons avec l'ADEME pour réaliser des audits énergétiques dans le secteur industriel.

L'objectif est d'encourager les entreprises à partager et à adopter collectivement les solutions les plus efficaces. Les premiers résultats sont prometteurs, avec une baisse de 15 à 25 % des coûts énergétiques pour certaines industries sur les deux dernières années.

Deux autres problématiques majeures mobilisent notre attention : la valorisation des biodéchets agroalimentaires, dont l'élimination est de plus en plus coûteuse, et la maintenance industrielle. Nous prévoyons de lancer une étude sur les options de valorisation des biodéchets. En outre, nous allons nous concentrer sur la mutualisation des besoins en maintenance pour structurer l'offre locale et encourager les entreprises de maintenance à investir dans de nouvelles compétences et équipements, élargissant ainsi leur champ d'action pour répondre à une demande consolidée.

La question de la pénurie de main-d'œuvre est un défi transversal qui affecte l'ensemble des secteurs, y compris l'industrie et l'agriculture.

À La Réunion, nous observons que ce problème touche tous les secteurs d'activités. Cette situation révèle un changement dans l'attitude vis-à-vis du travail, une tendance de fond apparue ces dernières années. Il est impératif de se pencher sur cette problématique et de s'efforcer de comprendre les interrogations portées par la nouvelle génération concernant le monde du travail.

Propositions de leviers

Pour renforcer le développement de l'agrotransformation locale, il me semble important d'augmenter la demande et donc de sensibiliser, de convaincre nos concitoyens de consommer davantage de produits locaux. Les produits locaux jouent un rôle de régulation des prix et peuvent permettre de limiter l'inflation des prix.

À La Réunion, nous avons pris l'initiative de collaborer avec les différentes filières, ainsi qu'avec la chambre d'agriculture, pour favoriser cette consommation de produits locaux. Pour cela, nous avons créé la plateforme numérique Run'alim pour Réseau UNique d'offre alimentaire réunionnaise, qui aide les acheteurs de la restauration collective à trouver facilement des produits locaux. Avec plus de 50 millions de repas servis annuellement, la restauration collective joue un rôle clé d'autant plus que la loi Egalim exige l'inclusion de produits locaux dans l'offre alimentaire. Cette plateforme, initialement réservé aux acheteurs publics, pourrait s'ouvrir à des acheteurs privés à l'avenir.

Voilà le genre d'initiative qu'il faut qu'on développe dans nos îles pour faire connaître les produits locaux et faciliter l'accès à tous ces produits.

E Brisse

Aurélien De La Noue, vous êtes délégué ministériel adjoint aux entreprises agroalimentaires DMEA. Vous connaissez bien les Antilles et notamment la Martinique pour y avoir exercé comme sous-préfet.

Que retenir de ce que vous venez d'entendre et quelles sont les solutions portées par l'État ?

Éléments clés de l'intervention d'Aurélien Delanoux, délégué ministériel adjoint aux entreprises agroalimentaires

Je retiens des interventions précédentes trois leviers clés.

Le premier levier concerne la structuration des filières agricoles, essentielle pour parvenir à une échelle de production suffisante pour répondre

aux besoins des agro transformateurs. Cela permettra également à terme de concurrencer les produits d'importations, qui malgré les taxes restent parfois moins chers que les produits locaux. Les initiatives comme INOVAGRO ou comme celle de l'ADIR, pour leur rôle dans l'accroissement de la compétitivité des produits locaux me semble très intéressante.

Le second point important est la nécessité pour l'État et les collectivités de simplifier les dispositifs d'accompagnement et les aides financières. Cette simplification est cruciale, surtout pour les TPE et PME qui manquent de temps ou de compétences pour naviguer dans la complexité des demandes d'aide. Bien que la moitié des entreprises agro-alimentaires bénéficie du programme POSEI, ce soutien tend à favoriser les grandes entreprises plutôt que les petites qui en ont davantage besoin. Un récent rapport de la Cour des comptes recommande de réajuster cette balance, une proposition que soutient mon ministère pour une redistribution plus équitable des aides.

Le troisième point concerne l'importance de valoriser la diversité et la spécificité des produits des îles. Ces produits offrent une valeur ajoutée significative et un caractère distinctif à nos territoires d'outre-mer. Leur potentiel ne se limite pas à l'agroalimentaire mais s'étend à d'autres secteurs comme la cosmétique. Leur valorisation est essentielle comme l'indique le rapport de l'ODEADOM.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire, nous devons renforcer les programmes de sensibilisation à l'importance de consommer local. En se concentrant notamment sur des cultures de matières premières agricoles historiques et sur leur transformation, on pourrait stimuler l'économie et réduire la dépendance aux importations.

Remarques de Charles Larcher, président du Coderum à la Martinique

REMARQUE

Remarques de Charles Larcher, président du Coderum à la Martinique

L'accès aux aides semble trop complexe et le montant des aides actuelles paraît insuffisant par rapport aux ambitions affichées. Les démarches de création de marques locales pour valoriser la production locale semblent être une solution pour augmenter et sécuriser le revenu des agriculteurs et des agro transformateurs.

Remarque de Boinaïdi Abdillah, éleveur de vache laitière et président de la coopérative Uzuri Wa Dzia à Mayotte

L'accent est mis sur l'importance de la mutualisation des connaissances et des équipements agricoles et de transformation. Cela inclut la création de Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA), similaire à ce qui se fait en métropole. Boinaïdi Abdillah demande que les banques appuient ces démarches de mutualisation, essentielles pour encourager le développement local.

Table ronde

3

Développement de marques locales, GMS, collectivités territoriales, magasins de producteurs, quels rôles et leviers dans le développement de l'agrotransformation ?

Liste des intervenantes et intervenants :

Fabrice de Reynal, directeur régional de la Guadeloupe et de la Guyane pour le groupe GBH

Bernard Sinitambirivoutin, Président de SICA Les Alizés, admin IGUAFLHOR, Président du comité sectoriel Fruit et Légumes

Philippe Puissegur, directeur général groupe URCOOPA

Isabelle Richard - sous directrice des politiques publiques à la DGOM

Animatrice Emmanuelle Brisse

Table ronde en deux temps :

Temps 1 : Partage du contexte et des problématiques

Temps 2 : Les leviers et/ou solutions

E Brisse

Fabrice de Raynal, directeur des enseignes Carrefour du Groupe GDH Antilles Guyane.

De nombreuses études mettent en avant un intérêt croissant des consommateurs et consommatrices pour les produits locaux. Confirmez-vous cette tendance ? Et va-t-elle selon vous s'accroître ?

Quelle est votre politique d'achat vis-à-vis des produits locaux notamment transformés ?

Diriez-vous que la grande distribution joue le jeu du local ?

Éléments clés de l'intervention de Fabrice de Reynal directeur régional de la Guadeloupe et de la Guyane pour le groupe GBH

GBH possède des magasins sous enseigne Carrefour aux Antilles, en Guyane et à la Réunion. Il y a un intérêt croissant des consommateurs et des consommatrices pour les produits locaux qu'ils soient frais ou transformés. C'est une tendance qui n'est pas spécifique au DOM mais que l'on constate partout dans le monde. Les consommateurs sont de plus en plus attachés à la qualité des produits qu'ils consomment et à leur origine et a priori, cette tendance devrait croître. Nos clients nous demandent des produits locaux frais ou transformés même s'ils sont parfois plus chers que des produits importés d'autres zones géographiques.

À nous de valoriser la production locale, d'en démontrer les qualités et la qualité supérieure aux produits importés.

E Brisse : Est-ce que vous diriez que la grande distribution et notamment votre groupe joue la carte du local ?

Je vous remercie de me poser cette question. Notre façon de fonctionner est différente des pratiques dans l'Hexagone. La très grande majorité des produits que nous importons viennent de l'Hexagone.

Le risque associé n'est pas le même lorsque vous importez un produit frais tel qu'une tomate ou lorsque vous achetez sur le marché local. Le produit importé endure trois semaines de

transport maritime et de transit. À l'opposé, le produit local est livré une à quatre fois par semaine, avec une qualité, une fraîcheur incomparable aux produits importés avec en plus, un risque de pertes limitées.

Pour ces raisons, nous privilégions l'approvisionnement en produits frais locaux. Mais il faudrait que les produits locaux soient disponibles toute l'année en quantité suffisante. Notre défi est d'assurer un stock constant dans nos rayons et de répondre aux attentes des consommateurs, de trouver, par exemple, des tomates disponibles tous les jours de l'année, dans nos magasins. Jouons-nous notre rôle dans la valorisation de la production locale ? J'ai tendance à répondre oui. Nous nous efforçons de le faire du mieux que nous pouvons, en étant, pour ce qui nous concerne, des membres actifs des interprofessions.

E Brisse : Comment est-ce que vous repérez l'offre locale de produits transformés notamment des TPE ?

Notre défi réside dans la création de liens avec les producteurs et les agrotransformateurs.

Récemment, j'ai été convié par une association naissante qui œuvre à faire la promotion de produits locaux. Lors de cette rencontre, une trentaine de petits producteurs ont souhaité nous présenter leurs produits, solliciter nos conseils et comprendre comment intégrer nos circuits de distribution. Pour répondre à votre interrogation, je vous assure que nous sommes totalement réceptifs et prêts à collaborer avec ces professionnels. Notre objectif est de leur offrir un espace dans nos rayons et de proposer à notre clientèle, qui est particulièrement encline à consommer local, l'accès à ces produits. Nous sommes ouverts à toutes les initiatives :

rencontres, recommandations, événements locaux, tels que celui de la semaine dernière, qui nous permettent de découvrir de nouveaux produits locaux.

Propositions de leviers

Nous devons mieux nous organiser. Depuis 20 ans, les interprofessions travaillent à améliorer la planification de la production. Cependant, il reste beaucoup à faire pour stabiliser ces productions afin d'assurer une disponibilité constante de produits en quantité suffisante pour le marché. Ensuite, concernant la transformation agroalimentaire, il est évident qu'il y a une attente et un besoin de développement, qui favoriseraient la création d'emplois et la substitution des importations. Cependant, il est crucial de commencer par la base, c'est-à-dire la production primaire.

E Brisse

Philippe Puissegur, directeur général du Groupe Urcoopa, c'est-à-dire l'Union Réunionnaise des coopératives agricoles.

Considérez-vous que la distribution et notamment la GMS est une alliée dans le développement des produits locaux notamment transformés ?

A La Réunion a été signée une charte entre acteurs de l'agroalimentaire et la distribution. Pourquoi avoir mis en place cette charte et quelles sont les retombées de cette charte ?

Éléments clés de l'intervention de Philippe Puissegur, directeur général groupe URCOOPA

Nous avons 2 interprofessions animales à La Réunion dans lesquelles siègent les distributeurs. Par le jeu de présidences tournantes, ils occupent durant certaines périodes les fonctions de président. Les distributeurs aujourd'hui jouent le jeu du local. En 2015, nous avons co-signé, les distributeurs, URCOOPA et le préfet une charte de bonne conduite axée sur la promotion de la production locale. Les distributeurs s'engagent à réguler leurs importations en fonction des produits locaux disponibles, à condition que nous, producteurs locaux, soyons également très rigoureux et précis concernant nos plans de production et de charge. Cela nécessite une coordination étroite et des échanges constants.

Dans la charte, il n'est pas question de coûts de production ni de régulation des prix. La charte

visait principalement à évaluer la capacité de la production locale et à ajuster l'importation en conséquence, spécifiquement dans les segments où cela est nécessaire. Un autre aspect important de cette charte est l'engagement à ne pas mener d'actions publicitaires massives pour promouvoir des produits importés qui seraient en concurrence directe avec les produits locaux.

E Brisse : A La Réunion, il existe une marque locale Nou La Fé pour promouvoir les produits locaux. Quel bilan faites-vous de cette démarche ?

La marque "Nou La Fé" a 15 ans. Les critères d'éligibilité ont évolué au fil des années. Ils sont plus robustes avec l'introduction d'audits et de contrôles. Une commission spécifique a été mise en place pour statuer de l'admission des candidats à cette marque. À ce jour, elle couvre plus de 2000 produits, incluant non seulement l'agroalimentaire mais aussi d'autres secteurs comme le BTP.

Il existe une forte adhésion locale à la marque.

D'autre part, pour valoriser la production locale nous produisons une émission de télévision qui met en avant des producteurs affiliés à la marque, contribuant ainsi à renforcer la visibilité de la production locale. Lors de la dernière réunion du Conseil d'administration, il a été convenu de la nécessité de donner un nouvel élan à la marque, avec l'ambition d'aller encore plus loin. De nouvelles initiatives prometteuses devraient être présentées l'année prochaine pour renforcer et dynamiser l'image de la marque "Nou La Fé".

Propositions de leviers

Dans le secteur de l'élevage, des progrès notables ont été accomplis ces dernières décennies, avec plus de 40 ans d'investissement dans les outils de transformation. Cela permet de rendre nos coûts de production plus compétitifs face à l'importation. À La Réunion, environ 70% de la consommation de produits frais, incluant les fruits et légumes est produite localement. Dans le domaine de l'élevage, notamment la volaille, la production locale couvre 50% de la consommation locale, ce qui indique qu'il y a encore de fortes opportunités de développement. Toutefois, il est crucial de ne pas

se hâter et de prendre en compte les contraintes existantes.

Nous devons surmonter de nombreux obstacles, comme faciliter l'installation de jeunes agriculteurs et éleveurs. Malgré une bonne organisation interne nous faisons toujours face à des barrières administratives et des délais d'instruction prolongés, sans oublier la récente hausse des coûts de construction.

Heureusement, il y a une volonté manifeste et des éleveurs engagés, et nous observons une tendance positive vers la transmission des exploitations aux jeunes générations. Ces jeunes voient leurs aînés travailler dans de bonnes conditions, ce qui encourage la perpétuation de l'activité.

En ce qui concerne la distribution, il est possible d'explorer de nouveaux canaux, tels que la livraison du «dernier kilomètre», même si cela implique un coût supplémentaire pour le consommateur. Il est important de ne jamais oublier que 30% de la population de La Réunion vit sous le seuil de pauvreté, ce qui peut rendre l'accès à ces services plus difficile. Le commerce de proximité est répandu, allant des stations-service aux petites supérettes. Sur d'autres territoires, comme à Mayotte, nous avons même un magasin d'usine qui attire une clientèle spécifique et représente un volume considérable de ventes.

Il existe donc une multitude de possibilités pour développer et accompagner le secteur. Mais l'essentiel réside d'abord dans la capacité à produire.

E Brisse

Bernard Sinitambirivoutin, président de la Sica les Alizés de Guadeloupe.

Pour identifier et valoriser les produits locaux, a été lancé sur votre territoire la marque Nou La Fé. Pourquoi avez-vous collectivement identifié ce besoin de marquage des produits locaux frais comme transformés ?

Est-ce que cette marque repose sur un cahier des charges rassurant pour les consommateurs et les consommatrices ?

Pourquoi ne pas avoir opté pour le logo RUP ou pour des signes officiels de qualité tels que IGP, AOP, AOC, etc. ?

Éléments clés de l'intervention de Bernard Sinitambirivoutin, Président du comité sectoriel Fruit et Légumes, Président de SICA Les Alizés, et admin IGUAFLHOR

La création de la marque "Moso Tè La" prend racine dans un contexte particulier Guadeloupéen, la crise du chlordécone qui a entraîné une méfiance accrue des consommateurs et consommatrices envers les produits cultivés sur le territoire. Il est donc devenu crucial pour l'interprofession de mener une réflexion approfondie et d'élaborer une stratégie visant à restaurer la confiance des consommateurs.

Ce projet a été réalisé en étroite collaboration avec les administrations locales et nationales. L'État a soutenu la marque à 100 % dans ses débuts, ce qui mérite d'être mentionné.

La marque "Moso Tè La" repose sur un cahier des charges robuste, intégrant les normes réglementaires nationales et européennes.

Les produits marqués "Moso Tè La" font régulièrement l'objet d'analyses multi résiduelles pour assurer la sécurité alimentaire. Ces mesures rigoureuses garantissent aux consommateurs que les produits issus de cette marque sont non seulement conformes aux exigences réglementaires, mais qu'ils répondent aussi à une demande de sécurité alimentaire et de traçabilité accrue, renforçant ainsi la confiance dans les produits locaux.

E Brisse : Pourquoi ne vous êtes-vous pas tournés vers des signes officiels de qualités ?

Il est vrai que la démarche pour obtenir des appellations comme l'IGP (Indication Géographique Protégée) ou l'AOP (Appellation d'Origine Protégée) pour les fruits et légumes de Guadeloupe est un processus complexe et long, comme illustré par l'exemple du melon qui a bénéficié de l'appellation après un travail de plusieurs années. Conscients de cette complexité, nous avons donc opté pour la création de la marque "Moso Tè La".

L'objectif de la marque était de donner une identité forte pour la production locale à laquelle les consommateurs pourraient s'identifier. Le choix du

nom de la marque n'est pas anodin. Nous avons réalisé des études pour sélectionner un nom qui résonnerait avec les consommateurs et serait facilement adopté. "Moso Tè La", un terme créole qui signifie « un morceau de notre terre », vise à renforcer le sentiment d'appartenance des consommateurs envers les produits locaux. Lorsqu'ils voient cette marque, nous voulons qu'ils sentent que ces produits leur appartiennent en quelque sorte.

Les retours des consommateurs confirment l'impact positif de la marque, indiquant une réception favorable et un lien fort avec l'image de production locale que la marque cherche à incarner.

Propositions de leviers

Il est important de considérer l'agriculture et l'agrotransformation comme deux niveaux distincts mais interdépendants. La production agricole est essentielle et a historiquement été notre priorité. Cependant, il est temps que nous, les producteurs, adoptions une approche stratégique vers l'agrotransformation.

Concernant la distribution, il est crucial de créer de la place pour les produits locaux agrotransformés et de progressivement substituer ces produits aux produits d'importation. Les consommateurs expriment également un besoin croissant de produits prêts à l'emploi, ce qui indique une tendance sociétale vers la préférence pour les produits transformés.

Je suis convaincu que l'agrotransformation représente un levier de croissance significatif pour nos territoires. Avec des mesures d'accompagnement appropriées et une attention particulière aux problématiques économiques telles que les coûts de production, nous pouvons soutenir efficacement ce secteur. Il est vital d'adresser et de soutenir chaque maillon de la chaîne, de la production à la transformation, pour assurer le développement durable de notre agriculture.

E Brisse

Isabelle Richard, sous directrice des politiques publiques – Direction générale des Outre-Mer
Quelles sont vos premières réactions ou analyses à ce que vous venez d'entendre ?

Est-ce que le bouclier qualité prix (BQP), un dispositif de lutte contre la vie chère dans les territoires ultra-marins, est ou peut être un outil de valorisation des produits locaux frais et transformés tout comme la stratégie nutrition santé ?

Éléments clés des interventions d'Isabelle Richard - sous directrice des politiques publiques à la DGOM

Il s'est écoulé 10 ans entre mon premier passage au ministère des Outre-mer et puis mon retour dans ce ministère et j'ai trouvé que les choses avaient beaucoup évolué même s'il y avait déjà beaucoup des choses en place.

Les marques locales se sont développées et possèdent un caractère attrayant lié à l'identité locale, comme "Moso Tè La", "Nou La Fé" à La Réunion, et "Cœur Martinique", prouvant que la qualité est au cœur de ces initiatives.

Cela va au-delà d'un simple logo attrayant, car chaque marque implique un engagement en matière de qualité, d'origine, de traçabilité à travers le respect des différents cahiers des charges. Ces marques sont complémentaires d'autres labels comme le logo RUP, qui bien que plus difficiles à obtenir, sont essentiels pour l'exportation qu'il ne faut pas négliger.

Concernant la qualité, les races locales promues par les professionnels sont également valorisées et trouvent leur place dans les rayons, comme la race bovine créole et des races de volaille.

Poursuivre ces efforts sur la qualité est primordial.

Le «Bouclier Qualité Prix» complète ces efforts. Unique aux Outre-mer et discuté depuis sa première mention en 2009, il s'agit d'un panier de produits avec des prix stables sur une année, défini par les préfets en collaboration avec les distributeurs et autres acteurs. Ce panier inclut une variété de produits alimentaires et de

nécessité, récemment étendus à d'autres services. Les pouvoirs publics encouragent une amélioration de la qualité des produits dans ce panier. À La Réunion, par exemple, 40% de produits locaux sont requis. En Guadeloupe, il y a eu un doublement des produits locaux, montrant une progression significative. Cette initiative devient de plus en plus visible, avec un marquage distinct dans les rayons. Pour renforcer la présence des produits locaux, il ne faut pas se limiter à la grande distribution mais explorer divers canaux, comme la livraison à domicile.

Il y a une marge de progression dans la livraison à domicile et l'innovation.

Propositions de leviers

Nous avons entrepris des initiatives concernant la transformation des produits agricoles des territoires d'Outre-mer. Ces actions vont se poursuivre avec la mise en place de plans dédiés à la souveraineté alimentaire dans chaque territoire. Ce matin, nous avons validé et mis à jour un fonds de garantie géré par l'Agence française de développement, le FOGAP, qui soutient les agriculteurs ultramarins. Les plafonds de ce fonds ont été augmentés et le secteur agroalimentaire y a été inclus. Je vous invite à consulter la documentation qui sera prochainement disponible en ligne.

L'agrotransformation locale de produits locaux représente un levier supplémentaire en matière d'amélioration de la santé publique. Consommer local n'est pas seulement bénéfique pour l'économie locale et pour les agriculteurs, mais également pour les consommateurs. Cela encourage une alimentation plus saine, ce qui est crucial car nous savons que les maladies chroniques, comme le diabète et l'obésité, sont plus répandues dans les territoires d'Outre-mer qu'en hexagone. Les autorités régionales de santé sont déjà engagées dans cette démarche. L'État a lancé un plan national nutrition santé, incluant un volet spécifique pour l'Outre-mer.

CONCLUSION par François Blanc - Délégué ministériel aux entreprises agroalimentaires

Merci de m'avoir invité à conclure ce colloque.

Je ne prétends pas avoir l'expertise de tous les intervenants et intervenantes aux trois tables rondes qui travaillent en outre-mer depuis très longtemps.

C'est en tant que délégué aux industries agroalimentaires que je me positionnerai. J'ai bien noté tout un ensemble de spécificités qui font la particularité de ces DROM. Je remarque également qu'il y a beaucoup de points communs avec les questions qu'on se pose en métropole. J'ai noté les problèmes de main d'œuvre et la difficulté de recruter dans les entreprises comme dans les exploitations agricoles.

L'installation agricole, et ce n'est pas un hasard, sera au cœur du projet de loi d'orientation agricole.

Il y a un gros problème d'installation avec une interrogation sur la capacité de l'agriculture française à maintenir et même à accroître son niveau de production. On a un certain nombre de productions en difficulté. Je pense notamment à la filière laitière qui voit sa production diminuer de 2 % par an. A ce rythme, en 2027-2028, la France deviendra importatrice de produits laitiers. La question du volume de la production agricole est cruciale, et c'est un défi que nous rencontrons aussi en métropole. Un autre point essentiel est la rémunération des producteurs, un sujet dont l'importance a été soulignée par l'actualité récente. En raison des particularités propres aux territoires d'outre-mer, j'ai l'impression que ces problèmes sont amplifiés. Quoi qu'il en soit, leur singularité est indéniable et doit être prise en compte.

Je vais donc me pencher sur les solutions envisageables. Identifier les problèmes est simple, mais trouver et mettre en œuvre des solutions est bien plus complexe. Ces défis se retrouvent au cœur des politiques publiques, particulièrement dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire, où l'objectif commun est d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire. On ne peut ignorer le fait, comme l'a souligné un intervenant, que 30 % de la population de La Réunion vit en dessous du seuil de pauvreté. La question de la qualité est certes importante, mais il est également essentiel d'offrir à tous, et surtout aux plus démunis, une alimentation de qualité à un prix accessible. Nous sommes confrontés à un paradoxe bien connu : développer une production locale de qualité et compétitive tout en maintenant des prix abordables, garantissant la disponibilité des matières premières agricoles, ce qui implique parfois un certain niveau d'importation pour maintenir l'agrotransformation locale.

De nombreuses solutions ont été proposées lors des tables rondes. Un levier revient souvent c'est celui de la mutualisation, de la coopération qui semble faire l'unanimité. C'est une piste que je retiens particulièrement de ce séminaire.

Aurélien De La Noue a mis en exergue l'importance de valoriser et de soutenir le tissu des petites et moyennes entreprises, ainsi que des très petites entreprises familiales, non seulement diversifiées et adaptables, mais aussi en manque de ressources structurées.

Je tiens également à rappeler l'engagement de l'État dans le soutien à ces initiatives. Si les aides financières ne sont pas une panacée, elles restent un puissant catalyseur. Je voudrais souligner certaines d'entre elles, comme le programme France 2030, qui malgré sa popularité et le fait qu'il se termine, pourrait être reconduit. Par ailleurs, dès 2024, seront introduites des mesures de la planification écologique, également accessibles aux départements et régions d'outre-mer (DROM). J'aimerais également mentionner les projets territoriaux qui encouragent l'organisation de la chaîne de production, de l'amont vers l'aval ou inversement, renforçant ainsi le lien entre la demande et l'offre.

En ce qui concerne l'énergie, les programmes de l'ADEME méritent une attention particulière, même s'ils semblent encore peu connus. Je constate souvent que les entreprises ne sont pas suffisamment informées sur ces programmes, qui sont pourtant nombreux, efficaces et parfaitement adaptés aux besoins des entreprises. Je vous encourage donc vivement à prendre contact avec l'ADEME.

En conclusion, tout en reconnaissant la complexité des solutions, je reste optimiste quant à la diversité des options et des pistes à explorer pour répondre aux défis de notre secteur agroalimentaire.

Synthèse des propositions issues du colloque

Les leviers listés ci-dessous ont été proposés par Les intervenantes et intervenants des trois tables rondes lors du colloque et des entretiens préparatoires au colloque et les participantes et participants au colloque que cela soit en visio ou en présentiel

Propositions de leviers/solutions pour renforcer la régularité des apports de matières premières agricoles locales de qualité et en quantité pour répondre aux besoins des entreprises de l'agroalimentaire.

Structuration filière

Renforcer la structuration des filières
Impliquer chaque maillon de la filière dans les décisions stratégiques
Impliquer l'ensemble des parties prenantes internes d'une filière sur des projets fédérateurs notamment à moyen et long terme pour construire une vision commune
Travailler à une meilleure planification de la production avec les producteurs, et donc mettre les moyens nécessaires pour les accompagner dans cette planification
Définir les coûts de production par filière
Mettre en place des contrats tripartites entre producteurs, coopératives et transformateurs sur les prix, les volumes et les périodes de production
Définir et mettre en place des conditions de fidélisation des producteurs et/ou coopératives comme des avances de trésorerie, des financements pour des serres anticycloniques etc.
Développer la contractualisation entre producteurs et/ou coopératives et transformateurs

Augmenter les volumes de production

Ouvrir l'accès aux semences du bassin régional sous le contrôle d'organisme de l'état pour avoir accès à de nouvelles variétés adaptées aux conditions pédoclima-

tiques dans le but d'augmenter les volumes de production
Renforcer l'accompagnement technique des producteurs
Favoriser l'innovation sociale autant que l'innovation technique
Flécher des aides pour l'animation de réseau de producteurs

Accompagnement des projets

Faciliter la reprise des exploitations agricoles et/ou l'installation de nouveaux agriculteurs en allégeant les démarches administratives et en réduisant les délais d'instructions qualifiés d'extrêmement longs
Promouvoir le développement des Cuma, Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole, où des agriculteurs et agricultrices mutualisent des moyens (machines, main-d'œuvre, hangars...) nécessaires à leur activité agricole

Aides

Mettre en place des dispositifs d'aides pour mieux rémunérer les productions agricoles dédiées à la transformation
Réguler les aides en fonction du niveau d'inflation pour maintenir leur effet
Main d'œuvre amont : renforcer les mesures d'incitation au travail via des aides sociales complémentaires qui allègeraient la charge de la masse salariale de l'agriculteur

Propositions de leviers/solutions pour accélérer le développement de l'agrotransformation

Aides

Accompagner et simplifier l'accès aux aides

Proposer des kits de demande de financements pour diminuer le temps dédié aux demandes de financements

Préfinancer des aides souvent trop tardives (POSEI et FEADER). L'accès au FEADER est jugé très compliqué et très long et donc non adapté à la temporalité des entreprises notamment des plus petites.

Accélérer la dématérialisation administrative et débloquer les difficultés à contacter les différents services : impôts, douanes

Allouer des aides (RH) pour accompagner, notamment les TPE, à rédiger des dossiers de demandes d'aides souvent très chronophages et qui demandent des compétences non disponibles dans des TPE

Renforcer les mesures d'incitation au travail via des aides sociales complémentaires qui allègeraient la charge de la masse salariale des transformateurs et incluraient un dispositif de formation qualifiant

Élargir les aides de circonstances exceptionnelles prévues pour les agriculteurs aux transformateurs du fait d'une perte de matières premières agricoles à transformer

Élargir les aides de stockage tempérées dont bénéficient seulement La Réunion et Mayotte, à l'ensemble des territoires d'outre-mer

Ouvrir les aides aux conditionnements perçues par les agriculteurs aux transformateurs

Mettre en place des mesures complémentaires pour limiter la concurrence déloyale

Réglementation

Disposer de loi de programmation tangible sur minimum 3 ans pour renforcer la visibilité des entreprises et éviter les changements de réglementations

Mutualisation

Répertorier et analyser des projets de mutualisation existants dans les territoires d'outre-mer et les partager avec l'ensemble des territoires d'outre-mer

Encourager des projets de mutualisation d'achats groupés (contenants), de logistique

Développer des CUMA pour des projets de transformation

Encourager les établissements bancaires à soutenir des projets de mutualisation

Outils de transformation

Accompagner des projets d'adaptation d'outils de transformation à la production des territoires d'outre-mer en s'inspirant de ce qui se fait en Asie ou en Amérique du Sud et développer des coopérations avec des lycées techniques pour adapter ces outils aux normes CE

Réseau

Faciliter, encourager le développement de réseau d'acteurs de la transformation à l'image d'Inovagro en Martinique, cluster spécifique à l'agrotransformation initié par le PARM

Financer l'animation de réseau et/ou de projets et pas seulement des projets

Développer des sociétés d'économie mixte locale pour renforcer les alliances public - privé

Propositions de leviers/solutions pour valoriser et promouvoir les produits locaux transformés

Coopération entre secteur agricole, agrotransformation et distribution

Renforcer le rôle et la gouvernance des interprofessions

Encourager les acteurs de la distribution à participer activement aux interprofessions pour renforcer les coopérations et ainsi faciliter et améliorer les approvisionnements en produits locaux frais et transformés

Privilégier les acteurs de la distribution en matière d'approvisionnement impliqués dans les interprofessions

Renforcer les coopérations avec les acteurs de la distribution, par exemple, en cosignant une charte de bonne conduite basée sur un engagement réciproque des différentes parties comme cela a été lancé en 2021 à La Réunion



Distribution

Diversifier la distribution en encourageant le développement de magasins de produits locaux, d'AMAP, etc.

Sensibilisation/éducation

Mener des programmes de sensibilisation sur l'importance de consommer des produits locaux pour encourager l'achat de produits locaux, mais également pour des enjeux de santé publique et de protection de l'environnement

Valorisation

Soutenir pour renforcer le développement des marques locales

Repérer et développer des initiatives pour faire connaître et promouvoir les produits locaux à l'image de Runalim, une plateforme numérique qui a pour vocation de faciliter l'achat de produits locaux frais et transformés par les acheteurs de la restauration collective locale et prochainement par les acteurs privés

Encourager et faciliter les échanges entre acteurs de l'agrotransformation et acteurs de la distribution à travers des organisations de salons et/ou rencontres pour présenter les produits locaux, obtenir des conseils des distributeurs en matière de valorisation des produits et pour rentrer dans les circuits de distribution

Continuer d'augmenter la part de produits locaux dans les dispositifs du type « Bouclier Qualité Prix »

12 rue Henri Rol-Tanguy - 93100 Montreuil
www.odeadom.fr

